

Une vie de plénitude :

Une nouvelle perspective
sur le développement
international





La **CAFOD** (Catholic Agency for Overseas Development – Organisation catholique pour le développement d’outre-mer), est l’agence internationale officielle de développement et de secours de l’Église catholique en Angleterre et au pays de Galles. Elle est membre de la fédération internationale Caritas Internationalis, un réseau mondial d’agences catholiques.

Avec des organisations partenaires locales présentes dans plus de 50 pays, la CAFOD œuvre à l’édification d’un monde meilleur pour les personnes qui vivent dans la pauvreté. Dans les situations d’urgence, la CAFOD fournit un secours immédiat et reste sur place afin d’aider les gens à reconstruire leur vie.

La CAFOD et ses partenaires incitent les gouvernements et les institutions à adopter des politiques et des comportements qui promeuvent la justice sociale et à s’attaquer aux causes de la pauvreté. Dans les écoles et les paroisses du Royaume-Uni, la CAFOD fait un travail de sensibilisation à ces questions et encourage les gens à organiser des campagnes et des levées de fonds.

Tearfund est une organisation chrétienne de développement et de secours qui vise à établir un réseau mondial d’églises locales pour contribuer à l’éradication de la pauvreté. Notre vision sur dix ans est de voir 50 millions de personnes libérées de la pauvreté matérielle et spirituelle grâce à un réseau mondial de 100 000 églises locales.

Nous sommes des chrétiens passionnés et désireux de voir l’église locale apporter la justice, transformer des vies et mettre un terme à la pauvreté dans le monde. Nous apportons une réponse directe aux catastrophes et travaillons en partenariat avec d’autres organisations dans plus de 50 pays, aux côtés de réseaux d’églises locales ou par leur biais. Nous respectons les principes de bonnes pratiques pour l’aide humanitaire et nous rendons des comptes à ceux que nous servons, accordant une aide sans considération de race, de religion ou de nationalité.

Nous visons à restaurer les relations, œuvrant dans le sens d’une transformation spirituelle et matérielle, de l’engagement de l’église, de l’égalité des sexes et du développement de l’enfant. Tout ce que nous entreprenons s’inspire des principes suivants : compassion, justice, sensibilité culturelle, autonomisation, service, participation et durabilité.

Theos est un groupe de réflexion sur la théologie publique qui propose des recherches et des analyses sur des questions relatives à la foi et à la société. Il a été fondé en novembre 2006 avec le soutien de l’Archevêque de Cantorbéry, le Dr Rowan Williams, et du Cardinal Cormac Murphy-O’Connor, qui était cardinal archevêque de Westminster à l’époque. Il entreprend son travail par le biais d’un programme de recherche et de publication, de conférences et de débats publics, d’un engagement médiatique et d’une collaboration avec les universités et autres organisations.

Publié par Theos, en partenariat avec la CAFOD et Tearfund, 2010
Version française éditée par Tearfund, 2013
Vous trouverez *Une vie de plénitude* en ligne sur www.tearfund.org/tilz
Traduction : Stéphanie Tharp, Fabienne Coupe, Matthew Prior, Helen Machin
© Theos

ISBN 978 1 904364 05 4

Certains droits réservés. Pour plus de détails, voir la licence régissant les droits d'auteur.

Pour plus d'informations ou connaître les conditions d'abonnement, veuillez contacter :

Theos

Licence Department
77 Great Peter Street
London
SW1P 2EZ
Royaume-Uni

Tél. : +44 (0)20 7828 7777

E-mail : hello@theosthinktank.co.uk

www.theosthinktank.co.uk

Une vie de plénitude :

Une nouvelle perspective
sur le développement
international

table des matières

préface	8
remerciements	10
synthèse	11
chapitre 1 - état des lieux	14
chapitre 2 - une vie de plénitude	23
chapitre 3 - épanouissement humain et développement	35
conclusion	54

préface

Le développement humain intégral... exige que les individus soient sauvés de toutes les formes de pauvreté, de la faim et de l'illettrisme... il appelle à une participation active aux processus économiques et politiques et il reconnaît que chaque humain est un être spirituel enclin à aimer, à reconnaître la vérité et à aspirer au bonheur.¹

Le modèle actuel de mondialisation économique, qui met en avant le profit financier et la poursuite des intérêts personnels, corporatifs et nationaux, suppose depuis longtemps que le désir de croissance économique à tout prix éclipse tout le reste. Dans ces conditions, les valeurs profondément ancrées dans les traditions religieuses, comme l'amour, la justice, l'égalité, la responsabilité partagée et la solidarité sont perçues comme n'étant importantes que dans la sphère familiale ou communautaire. On veut effectivement nous faire croire que ces valeurs n'ont pas leur place dans les politiques qui régissent le comportement du marché ou des institutions financières internationales.

Il se trouve que la croissance économique extraordinaire des dix dernières années a extrait bien des personnes de la pauvreté, comme par exemple en Inde et en Chine. Mais cette croissance, qui s'est conclue par une crise économique mondiale, s'est accompagnée d'une instabilité croissante des prix des produits alimentaires et du carburant, d'une plus grande inégalité et de dégâts environnementaux. Actuellement, pour que les personnes pauvres puissent être un peu moins pauvres, il faudrait que les personnes riches deviennent beaucoup plus riches, et ce faisant, elles consommeraient toujours plus de ressources naturelles et minérales.

Alors que dans le monde entier, les gouvernements des pays riches s'efforcent de ramasser les morceaux de leur économie en ruine, il est temps de les appeler à concevoir un nouveau modèle de marché, qui génère un schéma de croissance bien plus durable tout en créant des conditions sociales dans lesquelles les populations pourront prospérer. Nous ne pouvons continuer comme ces 30 dernières années ; nous devons appeler au changement. Les spécialistes en sciences sociales ont montré que passé un certain niveau de revenu et de sécurité économiques, les gens ne sont pas beaucoup plus heureux. Au Royaume-Uni, malgré la croissance économique, le bien-être a stagné, le capital social a diminué et les inégalités ont augmenté.

Le travail des organisations humanitaires confessionnelles est sous-tendu par le respect de l'intégrité et de la dignité de chaque vie, peu importe son stade de développement, sa classe sociale, son genre, sa race ou sa religion. Les systèmes internationaux, comme l'économie et le commerce, ainsi que la politique, doivent être au service des populations, et non l'inverse.

Avec ce rapport, nous espérons stimuler le débat sur la nécessité d'une rupture fondamentale à la fois avec les politiques économiques inadaptées du passé et avec le recours actuel à des indicateurs financiers de la prospérité qui nous induisent en erreur. Nous croyons non seulement qu'un changement est nécessaire, mais que le désir d'une nouvelle économie mondiale, verte et démocratique, qui reposerait sur la durabilité sociale et environnementale, se fait sentir. La crise en cours a ébranlé les systèmes économiques mondiaux en révélant leurs principaux points faibles. Le moment est venu de regarder au-delà des indicateurs économiques de bien-être, en progressant vers un système économique inclusif qui améliorera la qualité de nos relations et renforcera la pratique de la vertu, sur le plan intellectuel et religieux. Sinon, quand le ferons-nous ?

Nous croyons qu'une économie rafistolée avec les vieux concepts décevants de l'individualisme et de l'intérêt personnel ne pourra que manquer à ses engagements envers les populations. Nous appelons à la création d'un nouveau tissu, qui saura intégrer au tissage de ses structures mondiales les conditions sociales permettant l'épanouissement de l'être humain.

Chris Bain, Directeur de la CAFOD
Matthew Frost, Directeur général de Tearfund
Paul Woolley, Directeur de Theos

1. Conférence épiscopale d'Angleterre et du pays de Galles, *Choosing the Common Good* (2010)
<http://www.catholicsocialteaching.org.uk/wp-content/uploads/2010/10/Choosing-the-Common-Good.pdf>

remerciements

Ce rapport est le fruit d'une année de recherches, d'ébauches, de consultation et de rédaction, auxquelles plus de cinquante personnes ont participé. Il comprend les contributions essentielles d'Ian Christie, Celia Deane-Drummond, Séverine Deneulin, Graham Gordon et Nick Spencer, qui ont chacun rédigé des documents préparatoires détaillés accessibles en ligne, ainsi que les principaux commentaires de Gweneth Barry, Joanne Green, Laura Webster, Tina Weller et Paul Woolley, qui étaient chargés d'y apporter d'importantes modifications.

Les auteurs souhaitent également exprimer leur profonde gratitude aux théologiens, universitaires, économistes, écologistes, politiciens, spécialistes du développement, ainsi qu'aux divers acteurs de terrain concernés par les situations mentionnées, qui ont mis leur temps et leur expertise à la disposition de ce projet. Nous souhaitons tout particulièrement remercier Abi Akinyemi, Tim Aldred, Sabina Alkire, Chris Bain, John Battle MP, Tina Beattie, Luke Bretherton, Rachel Carnegie, William Cavanaugh, Raju P Chhetri, Richard Clarke, Mary Colwell, Fergus Conmee, Paul Cook, le Dr Catherine Cowley, Mike Edwards, Antony Elliott, Alex Evans, Matthew Frost, Liz Gallagher, George Gelber, Peter Gichure, Richard Gough, Janet Gunter, James Harvey, Dewi Hughes, Beverley Jones, Linda Jones, Charlotte Keenan, Anne Lindsay, Titus Lotee, le Dr Won Suk Ma, Sonya Maldar, Hilary Marlow, Steve McCarthy, Maurice McPartlan, le Dr Claire Melamed, Juliana Morillo, Sol Oyuela, Amy Pollard, Jonathon Porritt, Patrick Riordan, Angus Ritchie, Willys Simfukwe, Dan Strange, Stephen Timms MP, Nick Townsend, Simon Walker, Stewart Wallis, Tina Weller, David Westlake, Mike Wiggins, Joe William, Mari Williams et Vice Yu.

Texte biblique de la Bible version Segond 21

Copyright © 2007 Société Biblique de Genève. Reproduit avec aimable autorisation. Tous droits réservés.

synthèse

Dans le monde, diverses situations empêchent trop de personnes de contribuer pleinement au bien commun. La pauvreté, les maladies, l'insécurité, l'ignorance, la vulnérabilité et l'impuissance empêchent des millions d'individus des pays en développement d'exercer leur créativité, d'être productifs et généreux. Parallèlement, bien que dans les pays développés les décès liés à la malnutrition soient rares, il est de plus en plus évident que l'insécurité en matière d'emploi, le surmenage, le consumérisme, les comportements antisociaux et l'éclatement des familles nuisent au bien-être des populations des pays riches. Si nous souhaitons nous attaquer à ces problèmes majeurs, il nous faut redécouvrir ce que signifie prospérer en tant qu'êtres humains.

Ce rapport fait valoir que la pensée politique et économique, particulièrement dans le domaine du développement international, est basée sur une vision inadéquate et, à terme, néfaste pour l'épanouissement, car elle s'articule fondamentalement autour d'une logique *acquisitive*. Nous soutenons ici qu'il nous faut à tout prix retrouver une vision plus profonde et plus réaliste de l'épanouissement humain (des êtres humains créatifs, productifs, responsables et généreux), si nous voulons réussir à répondre aux problèmes liés à la pauvreté, aux inégalités et à la dégradation de l'environnement qui menacent le monde. Ce rapport porte essentiellement sur le développement international et les politiques du Royaume-Uni ayant une incidence sur les pays en développement. Il reconnaît, néanmoins, que la situation en matière de santé sociale est également préoccupante dans de nombreux pays développés, y compris au R-U, et que la nécessité de repenser les politiques pour qu'elles favorisent l'épanouissement humain au lieu de l'entraver, s'applique tant aux politiques nationales qu'internationales.

En tant qu'agences internationales de développement, Tearfund et la CAFOD travaillent depuis longtemps dans des pays où la pauvreté économique nuit gravement au bien-être des populations, entraînant une baisse de l'espérance de vie, une mauvaise santé et de l'insécurité. Toutefois, nous avons aussi constaté la résilience dont certaines communautés peuvent faire preuve face à l'adversité et, bien souvent, une véritable richesse relationnelle malgré la pauvreté matérielle. Toutefois, nous reconnaissons également que la situation en matière de santé sociale est préoccupante dans de nombreux pays développés, dont le nôtre, et que richesse matérielle n'est pas forcément synonyme de bonheur.

Une vie de plénitude part du principe que la politique ne se résume pas aux questions économiques et que la vie représente plus que des taux de croissance trimestriels. Nous reconnaissons qu'il n'existe pas de politique moralement neutre, que toute politique importante recèle une dimension éthique et qu'ultimement, notre éthique repose sur notre vision du monde. Et nous reconnaissons qu'il n'est désormais plus possible, pour peu que cela ait pu l'être, de dissocier les politiques nationales des enjeux internationaux.

Ce rapport est une réponse à certains faits de plus en plus évidents : les modes de vie et les politiques des pays développés sont à la fois injustes et non viables ; la pauvreté, les maladies et la malnutrition détruisent la vie de centaines de millions de personnes ; les inégalités économiques ont atteint un niveau totalement inacceptable ; des millions de personnes sont effectivement exclues des décisions majeures relatives à leur vie et à leurs moyens de subsistance ; et la dégradation de l'environnement menace la survie d'innombrables individus, espèces et écosystèmes. Il est toutefois clair que la richesse économique n'est pas l'unique solution ; bien que le risque de malnutrition soit plus faible dans les pays développés, les populations des pays riches connaissent en revanche des problèmes sociaux tels que la précarité de l'emploi, le surmenage, le consumérisme, les comportements antisociaux et l'éclatement des familles.

Une vie de plénitude soutient que ces problèmes ne sont pas superficiels ou de nature technocratique, mais qu'ils sont bien plus profonds. Ils sont fondamentalement enracinés dans une conception étriquée et destructrice de la notion de bien vivre, selon laquelle nous devons tout faire pour augmenter notre fortune, notre liberté et nos choix personnels afin de décider de notre sort. De nombreux politiciens de tous bords reconnaissent cette erreur, mais au moment d'agir, les impératifs économiques implacables prennent pratiquement toujours le pas sur les préoccupations « qualitatives » liées à l'épanouissement humain.

Bien que nous reconnaissions que l'argent, la liberté et le pouvoir de choix soient importants, ce rapport soutient que notre obsession à l'égard de ces choses a entraîné une dévalorisation radicale des liens sociaux, culturels et environnementaux qui nous façonnent et nous permettent de nous épanouir en tant qu'êtres humains. Les êtres humains ne sont pas des atomes isolés qui flottent librement dans la société, libérés de tout engagement personnel et dont la seule préoccupation est d'obtenir ce qui leur est le plus avantageux. Les traiter ainsi revient à leur rendre, ainsi qu'à la planète qu'ils occupent, le pire des services. Nous avons besoin d'une vision de l'épanouissement humain plus satisfaisante et plus réaliste sur laquelle fonder notre pensée politique et économique.

Une vie de plénitude avance que cette vision peut s'inscrire dans la compréhension chrétienne de la nature humaine et de la notion du bien vivre. Il s'agit d'une vision selon laquelle *tous* les humains sont intrinsèquement créatifs et productifs ; *tous* ont le potentiel nécessaire pour contribuer à notre bien commun ; *tous* sont des êtres relationnels, façonnés et comblés par un tissu complexe de relations ; *tous* sont des êtres moraux, animés d'un sentiment indéracinable de responsabilité vis-à-vis d'autrui ; et *tous* ont vocation à cultiver le monde naturel de façon consciencieuse et durable. En fin de compte, nous autres êtres humains prospérons lorsque les conditions qui nous permettent de vivre des relations saines et qui contribuent généreusement à notre bien commun sont réunies.

Ce rapport reconnaît qu'une bonne partie de ce qui contribue à cette vision de l'épanouissement humain ne dépend pas des États. Une politique ne peut rendre les gens créatifs, productifs ou responsables, et encore moins les rendre généreux. Aucune loi ne pourra les obliger à avoir de bonnes relations. En revanche, elle peut éliminer les obstacles qui les empêchent d'acquiescer et d'exercer ces qualités et elle peut les aider à accéder à une position dans laquelle ils pourront les exercer.

Par conséquent, nous préconisons un ensemble d'idées politiques, dans les domaines économique, environnemental et de la gouvernance, visant à inciter les gouvernements à favoriser plutôt qu'à entraver l'épanouissement humain. Nous appelons notamment à la création d'une commission spéciale chargée des questions liées à l'épanouissement humain (ou au bien-être), mandatée par le Premier Ministre, fortement médiatisée, semblable à la Commission pour l'Afrique à l'initiative de Tony Blair ou à la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social de Nicolas Sarkozy. Cette initiative s'appuierait sur le travail considérable qui a déjà été effectué dans ce domaine et viserait, pour reprendre les termes de la Commission Stiglitz, à « mettre davantage l'accent sur la mesure du bien-être de la population que sur celle de la production économique ». Cette commission explorerait la manière dont une approche de l'épanouissement humain pourrait être adoptée et appliquée aux décisions politiques, et replacerait la question de l'épanouissement humain au cœur du débat politique, car là est indiscutablement sa place, au lieu de le laisser en marge.

La conception de l'épanouissement humain qui sous-tend ce rapport est ouvertement ancrée dans une vision chrétienne de la nature humaine. Elle découle d'une étude des textes bibliques et d'une réflexion théologique approfondie. Néanmoins, elle n'est pas uniquement réservée aux chrétiens, bien au contraire. Les notions d'égalité, de créativité, de productivité, de capacité relationnelle, de responsabilité et de générosité humaines qui parcourent ce rapport traversent les frontières idéologiques.

Comme le montrent les innombrables études sociologiques, la richesse matérielle n'est pas forcément synonyme de bonheur. En fait, toutes sortes de facteurs contribuent à notre sentiment de bien-être, y compris certains facteurs politiques (p. ex. stabilité, redevabilité, État de droit, absence de corruption, contrôle de son destin en tant que citoyen), communaux (p. ex. confiance mutuelle et participation communautaire) et personnels (p. ex. mariage, famille, éducation). Lorsque notre quête de bien-être économique se fait au détriment de ces facteurs, notre bonheur global s'en trouve diminué.

Ce message, au cœur de la vision chrétienne du bien vivre, est de plus en plus largement partagé au sein de la société. Ainsi, les idées exposées dans ce rapport et les politiques examinées dans le dernier chapitre seront approuvées par de nombreuses personnes qui n'adhèrent pas à la foi chrétienne. Nous sommes convaincus que la campagne visant à permettre à tous d'entretenir des relations marquées par la générosité est en mesure de susciter un soutien et une mobilisation généralisés. C'est là notre espoir.

Nous avons de nombreuses raisons de nous réjouir.

Ces quarante dernières années, nous avons été témoins de progrès considérables en termes de développement humain à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, des millions d'individus supplémentaires vivent plus longtemps et en meilleure santé qu'il y a cinquante ans. Ils peuvent s'attendre à voir leurs enfants survivre à leurs jeunes années et jouir d'opportunités éducatives et professionnelles qu'ils n'avaient encore jamais eues.

En 1970, 60 % des adultes dans le monde savaient lire et écrire et 48 % des enfants d'âge scolaire fréquentaient l'école. En 2007, ces chiffres étaient respectivement passés à 84 % et 71 %. La mortalité infantile a diminué, le taux de mortalité chez les enfants moins de cinq ans étant passé de 12,6 millions en 1990 à environ 9 millions en 2007. Au cours des sept premières années de ce vingt-et-unième siècle, les décès dus à la rougeole ont diminué de 74 %, grâce à des campagnes de vaccination continues.

De 1990 à 2005, le nombre de personnes vivant avec moins d'1,25 dollar par jour est passé de 1,8 milliards à 1,4 milliards. Entre 1990 et 2006, 1,1 milliard de personnes vivant dans les pays en développement ont obtenu l'accès à des toilettes, des latrines et d'autres formes d'assainissement amélioré. Entre décembre 2006 et décembre 2007 seulement, le nombre de personnes ayant accès à des médicaments antirétroviraux dans les pays en développement a augmenté de 47 %.¹

facteurs environnementaux

Pourtant, si l'on examine les choses de plus près, ce n'est qu'un aspect de la situation. Nous sommes également confrontés à de graves problèmes, notamment liés au modèle actuel de développement basé sur la croissance économique et la confiance à l'égard des marchés financiers.²

Le problème le plus évoqué est lié à l'environnement. Les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) indiquent, avec un fort degré de certitude, que les activités d'origine humaine sont les principales causes du changement climatique et que, si elles ne sont pas maîtrisées, elles sont susceptibles d'entraîner de graves perturbations des écosystèmes, des systèmes économiques, des communautés et de la sécurité générale. De même, le processus d'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire (EM) a révélé que 60 % des

écosystèmes pour lesquels des données adéquates ont pu être compilées se dégradent ou sont exploités de manière non durable.

Bien que les problèmes de ressources, comme l'épuisement des combustibles fossiles, la surextraction d'eau douce ainsi que l'exploitation des forêts et des stocks de poissons soient les problèmes environnementaux les mieux connus, il en existe un autre tout aussi grave : le mauvais usage des « évacuateurs » écologiques (éléments de l'environnement qui absorbent nos rejets, comme l'atmosphère, les sols, les océans et les forêts) et des services écologiques (systèmes de « maintien de la vie », comme l'absorption des crues et la pollinisation). La vie humaine dépend autant de ces évacuateurs et de ces services que des ressources environnementales, la différence fondamentale étant que si nous sommes parfois en mesure de trouver des substituts à certaines ressources épuisées, nous ne pouvons créer des services écosystémiques artificiels capables de compenser la perte d'habitats et l'instabilité du climat.

S'il s'agissait « uniquement » d'un problème d'ordre environnemental, ou en d'autres termes, si notre focalisation sur la croissance pour la croissance en elle-même n'avait qu'un coût environnemental, ce serait déjà suffisamment grave. Mais il est de plus en plus évident que tout cela a également un coût humain élevé. Les évacuateurs et les services environnementaux épuisés menacent tous les habitants de la planète, mais plus particulièrement le milliard de personnes les plus pauvres qui dépendent de façon disproportionnée des biens naturels, leur principale source de revenu. En outre, le changement climatique exacerbera la dégradation de l'environnement et exercera un stress supplémentaire sur les populations les plus pauvres, qui se trouvent souvent en première ligne pour des raisons indépendantes de leur volonté, et sans les ressources financières nécessaires pour pouvoir s'adapter à cette menace.

Environ un tiers de la population mondiale vit actuellement dans un pays soumis à un stress hydrique modéré à élevé, les régimes pluviométriques subissant directement les effets généralement négatifs du changement climatique. L'Organisation mondiale de la santé estime que le changement climatique est déjà responsable chaque année de plus de 150 000 décès, principalement dus à une augmentation des cas de diarrhée, de paludisme et de malnutrition. Ces dernières années, les cas de catastrophes liées au climat ont augmenté en nombre et en gravité, de 1 110 dans les années 1970 à 2 953 entre 1993 et 2002. De même, le nombre de personnes qui ont été touchées par des tempêtes et des inondations est passé de 740 millions à 2,5 milliards pour la même période.³

Le recul de la pauvreté dans le monde demande également à être examiné de plus près. Bien que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté ait effectivement diminué, ces chiffres sont un peu faussés par l'industrialisation rapide de la Chine. D'après le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), si l'on devait exclure la Chine de l'équation, le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour aurait en réalité *augmenté* de 36 millions entre 1990 et 2005.⁴ Le développement favorisé par la croissance s'est révélé être un phénomène dramatiquement inégal.

De même, ce modèle de développement stimulé par la croissance et dépendant du marché s'est révélé être dangereusement fragile, sujet à des distorsions, à l'instabilité et à la récession dans les pays développés, privant totalement les populations pauvres des moyens de se prendre en

charge. En 2010, la Banque Mondiale a estimé que 64 millions de personnes supplémentaires vivraient dans l'extrême pauvreté suite à la crise financière de 2008-09.⁵

Il s'avère que ce modèle de développement stimulé par la croissance et dépendant des marchés pose également d'autres problèmes. La baisse de la pauvreté absolue au cours des dernières décennies s'est accompagnée d'une augmentation significative de l'inégalité des revenus, qui l'a même dépassée. L'inégalité mondiale est actuellement estimée entre 0,63 et 0,66 d'après le coefficient de Gini, 0 désignant une égalité parfaite, où tout le monde partage les ressources de manière égale, et 1 désignant une situation où toutes les ressources sont détenues par une personne tandis que les autres n'ont rien. Les données indiquent que l'inégalité des revenus a fortement progressé au cours des vingt dernières années. Le ratio entre le revenu moyen perçu par les cinq pour cent les plus riches et le revenu moyen perçu par les cinq pour cent les plus pauvres dans le monde est aujourd'hui estimé à 165. Ainsi, bien qu'au cours des vingt dernières années il y ait eu une diminution du nombre absolu de personnes ayant de faibles revenus, cela

De manière générale, ce modèle a permis une croissance, mais une croissance non viable, inégale et injuste.

s'est fait aux prix d'une augmentation massive du nombre de personnes ayant des revenus élevés. D'après ces estimations, nous pouvons dire que pour que les pauvres deviennent un peu moins pauvres, les riches doivent devenir beaucoup plus riches.

Pour certains, cela n'est pas un problème. Tant que le nombre absolu de personnes vivant dans l'extrême pauvreté n'augmente pas, peu importe si le nombre absolu de personnes vivant dans l'extrême richesse augmente. Pour la plupart des gens, néanmoins, l'idée que certains êtres humains « valent » des centaines de milliers de fois plus que d'autres est viscéralement détestable ; sentiment qui ne peut être dilué par le discours selon lequel la « valeur » économique n'est pas équivalente à la « valeur » humaine, au sens le plus fondamental du terme. Dire au millionnaire et au pauvre qu'ils ont exactement la même « valeur », malgré la différence flagrante de richesse entre eux, n'est pas convaincant, notamment parce que la société ne les traite pas de la même manière.⁶

La pauvreté économique et les inégalités génèrent également un profond sentiment d'impuissance chez de nombreuses personnes dans les pays en développement. Les inégalités politiques et économiques, associées à une foi aveugle dans l'économie de marché et à une focalisation excessive sur la croissance économique ont poussé les gouvernements de nombreux pays en développement à adopter des politiques internationales qui ont sapé leur capacité à consolider leur marché intérieur et à protéger leurs communautés locales, tout en les empêchant de se développer par un accès libre aux marchés des pays développés.

La présence des sociétés transnationales à l'échelle mondiale est si puissante que cela a suscité ce que le Représentant spécial de l'ONU John Ruggie appelle un « problème de gouvernance » : le décalage, provoqué par la mondialisation, entre le poids et l'impact des forces et des acteurs économiques, d'un côté, et la capacité des sociétés à en gérer les conséquences néfastes, de l'autre. Ces lacunes en matière de gouvernance laissent s'installer un contexte permissif où des abus sont commis par toutes sortes d'entreprises sans qu'elles soient dûment sanctionnées et sans possibilité de réparation appropriée. »⁷ Ainsi, les pays en développement ont été réduits à

l'impuissance politique, fait encore aggravé par leur sous-représentation lors des négociations commerciales et des pourparlers sur le changement climatique. De manière générale, ce modèle a permis une croissance, mais une croissance non viable, inégale et injuste.

mesurer ce qui compte

Ces divers problèmes environnementaux, économiques et politiques mettent en évidence un souci majeur en ce qui concerne notre focalisation sur la croissance économique. Bien que la croissance s'accompagne effectivement d'un gain de bien-être, passé un certain seuil de satisfaction des besoins fondamentaux dans le domaine matériel, cette croissance subit des rendements décroissants ; et au-delà d'un certain point, variable d'un pays à l'autre, on ne constate qu'un très faible lien, voire aucun, entre la croissance du PIB et le « bien-être ».⁸

Dans les pays en développement, un certain taux de croissance économique peut être nécessaire pour réduire la pauvreté et augmenter le bien-être des populations, mais cela n'est certainement pas suffisant et quel que soit le pays concerné, la croissance économique à l'infini n'est tout simplement pas viable.

Bien que la question de savoir de quoi dépend exactement le bien-être ou l'épanouissement humain fasse débat, et nous nous y attarderons au chapitre suivant, il existe un certain nombre de mesures universelles associées au bien vivre, comme par exemple l'espérance de vie, la santé, l'accès à la scolarité et le (faible) taux de criminalité. Même en adoptant ces critères pour définir temporairement (car de manière limitée) le bien-être, d'innombrables études indiquent qu'il n'existe fondamentalement pas de lien de causalité entre le PIB et le bien-être.

Dans certains pays, le revenu par habitant reflète le bien-être global. Le PIB par habitant au Canada est de plus de 35 000 dollars US par an, et l'on constate que les canadiens ont un haut niveau d'éducation, qu'ils vivent longtemps et en bonne santé, et que le taux de criminalité y est relativement faible. Aussi, le PIB par habitant en Namibie, qui est d'à peine plus de 5 000 dollars US par an, laisse présager la mauvaise qualité de vie de la population, avec une espérance de vie qui se situe autour de 60 ans, une personne sur cinq ayant peu de chances de vivre au-delà de 40 ans.

Toutefois, d'autres pays nous montrent que la causalité entre revenu et bien-être ne se vérifie pas toujours. Alors que leur revenu moyen est inférieur à celui des namibiens, les habitants du Vietnam ont une espérance de vie bien plus longue. En Uruguay, le PIB par habitant est inférieur à celui de l'Arabie saoudite, pourtant, l'espérance de vie y est plus longue, les femmes sont davantage alphabétisées, il y a moins de décès prématurés chez les enfants, et les droits politiques élémentaires ainsi que les libertés civiles y sont pleinement respectés. La Russie est un État plus riche que le Costa Rica, pourtant ses habitants vivent moins longtemps, dans un contexte politique plus difficile. Bien qu'au Maroc, le PIB par habitant soit plus élevé qu'au Vietnam, les taux d'illettrisme et de mortalité infantile y sont plus élevés, tout comme la discrimination à l'encontre des femmes (le taux d'alphabétisation des femmes est considérablement inférieur à celui des hommes).⁹

Cette absence de causalité entre richesse et bien-être montre également de quelle façon la focalisation sur la croissance économique peut tout autant nuire aux pays développés qu'aux pays à revenu élevé, comme le Royaume-Uni ou les États-Unis, peut être associée à de forts taux de dépendance, de dépression, de stress dans la famille, de séparation, de manque de confiance, d'anxiété chez l'enfant et de sexualisation des enfants, d'obésité et de surconsommation.¹⁰ Il est inquiétant de constater que les enfants semblent être les plus vulnérables à ces tendances. Un rapport de 2007 de l'UNICEF, *La pauvreté des enfants en perspective*, analysait quarante indicateurs classés en six catégories, constatant que les enfants britanniques se trouvaient en moins bonne posture que les vingt autres pays industrialisés à l'étude. Dernière dans les dimensions « Relations avec la famille et les pairs » et « Comportements et risques », le Royaume-Uni était également classé 20^e dans la dimension « Bien-être subjectif », 18^e dans la dimension « Bien-être matériel », et 17^e dans la dimension « Bien-être éducationnel ». Il n'y a que dans les domaines de la santé et de la sécurité que le Royaume-Uni s'en sort mieux, bien que là encore, il se situe dans la moitié inférieure du classement.¹¹ De manière convaincante, le rapport fait le constat suivant : « Il n'y a pas de rapport direct entre le niveau de bien-être de l'enfant et le PIB par habitant. La République tchèque, par exemple, obtient un bien meilleur classement général en ce qui concerne le bien-être de l'enfant que plusieurs pays nettement plus riches dont la France, l'Autriche, les États-Unis et le Royaume-Uni. »

Malgré toutes les preuves étayant les conséquences désastreuses du modèle de croissance pour la croissance, c'est précisément ce modèle qui est exporté, voire imposé aux autres contextes culturels, sociaux, politiques, économiques et environnementaux, sans grande considération pour sa pertinence dans chacune de ces situations.

une politique morale

À travers ce rapport, nous affirmons que ces problèmes ont tous un thème commun, à savoir que la poursuite exclusive de la croissance économique dévalorise les liens sociaux, culturels et environnementaux dans lesquels nous sommes enracinés et dont nous dépendons, et que cette quête exclusive résulte d'une confusion au sujet de ce que signifie être « humain ». Nous avons, en substance, une perception réduite et limitée de ce que signifie bien vivre, prospérer en tant qu'êtres humains, et c'est cette perception qui nous égare.

Avant d'explorer cela plus en détail, il est important de nous demander s'il convient même d'évoquer de telles choses. L'ensemble du système politique et économique moderne n'est-il pas censé laisser de telles questions de côté, en ne présupposant aucune conception du bien et en laissant plutôt les individus poursuivre leurs propres intérêts par le biais d'échanges commerciaux et de contrats librement consentis ? La politique économique n'est-elle pas censée être un processus technique indépendant de toute valeur, semblable à une science naturelle gouvernée par des lois qui opèrent indépendamment des conceptions morales humaines ?

Il est vrai que l'économie est généralement ainsi perçue. Néanmoins, cette perception est profondément trompeuse. La politique économique, comme toute autre politique, est un processus *politique* qui fait intervenir les valeurs et les engagements des individus. L'idée selon

laquelle certaines choses devraient être sujettes à des échanges commerciaux sans restriction, que d'autres, comme l'alcool, par exemple, devraient être limitées, et d'autres encore, comme les organes humains ou les drogues récréatives, devraient carrément être interdites, présuppose une certaine conception du bien. Le fait de choisir de taxer certains produits et d'en subventionner d'autres, à divers degrés, fait intervenir d'importants concepts moraux dans l'économie. Comme l'a fait remarquer la journaliste Polly Toynbee, « chaque jour au parlement, des visions du monde radicalement différentes s'affrontent. La politique est affaire de confrontation d'univers moraux. »¹² Étant donné que « l'univers moral » de chacun dépend de sa vision du monde et plus particulièrement de la nature humaine, il est non seulement inévitable que les conceptions personnelles du bien et de l'épanouissement humain soient explicitement intégrées au débat politique et économique, mais il est essentiel qu'elles le soient. Quand cela n'est pas le cas, idées et croyances s'infiltrent inévitablement sous couvert d'une soi-disant neutralité technocratique.

comment nous percevons-nous ?

La vision du bien humain qui domine la pensée politique et économique moderne est celle d'agents autonomes, rationnels et libres de leurs choix. Dans cette perspective, les êtres humains sont indépendants, capables et dans la meilleure position pour juger de leur désirs et de leurs besoins personnels. Il est donc de la responsabilité du gouvernement de leur permettre de le faire du mieux possible. De même, « la capacité d'un être humain à choisir de manière autonome ses objectifs n'est pas uniquement une capacité ou caractéristique parmi tant d'autres de valeur semblable. C'est au contraire l'essence même de son identité. »¹³

À première vue, cette vision semble extrêmement séduisante. Rares sont ceux qui s'opposent à la capacité de « choix » et de « liberté » personnelle, concepts actuellement prédominants dans le discours populaire. Pourtant, ce discours n'est pas une représentation fidèle de la réalité. Toutes les politiques ont pour but de limiter et d'orienter l'exercice de la liberté personnelle dans l'intérêt de tous. Comme nous l'avons mentionné, certaines substances, comme par exemple les drogues récréatives, et certaines pratiques, même lorsqu'elles sont consensuelles, comme l'euthanasie ou le cannibalisme, sont interdites. L'accès à la plupart des autres pratiques est soit encouragé, soit limité, en fonction de la conception globale du bien collectif ou commun.

La poursuite exclusive de la croissance économique dévalorise les liens sociaux, culturels et environnementaux dans lesquels nous sommes enracinés et dont nous dépendons.

Même les processus les plus factuels et techniques, comme les budgets, sont au final fondés sur des convictions morales. Ainsi, le taux d'imposition auquel sera soumis le revenu des personnes physiques, le plafond des allocations logement et le taux d'imposition des plus-values ou la TVA, pour ne citer que quelques exemples anodins du budget d'urgence du gouvernement de coalition britannique au mois de juin 2010, seront non seulement influencés par les impératifs liés à la situation macro-économique générale, mais aussi par certaines croyances qui déterminent qui doit payer, combien et quand. Qui doit assumer la plus grande part de responsabilité (dans ce cas, de combler le déficit public) ? Il en va de même pour les questions (qui semblent davantage

d'ordre moral) comme les réductions d'impôts pour les couples mariés, l'allocation de retraite, l'impôt sur les successions ou les droits d'accises sur les carburants. La politique et l'économie sont définitivement affaire de morale.

La question n'est alors pas de savoir si les individus devraient être reconnus comme des agents rationnels et moraux, car ils le devraient, ou si des limites et des orientations devraient être imposées à l'exercice de leur libre-arbitre moral ; c'est le cas, et cela doit l'être au sein de toute société digne de ce nom. La question est plutôt : quelle conception du bien, quelle vision de l'épanouissement humain, devraient informer et façonner ces limites et ces orientations ?

Un souhait légitime de croissance économique au service de l'intérêt général devient une obsession malsaine de croissance pour elle-même.

De nos jours, la vision qui sous-tend l'épanouissement humain fait prévaloir le moi, la liberté et le choix individuels, ainsi que la satisfaction des désirs personnels sur un trop grand nombre d'autres choses, et à leur détriment. La croissance ne consiste plus désormais qu'à optimiser notre capacité à servir nos propres intérêts, tandis que les relations dans lesquelles nous sommes enracinés, et dont l'existence et la bonne santé sont cruciales pour les nôtres, ont progressivement perdu leur place de choix et la valeur qu'on leur attribuait, sans qu'on y prenne garde.

Par conséquent, un souhait légitime de croissance économique au service de l'intérêt général devient une obsession malsaine de croissance pour elle-même. Ainsi, lorsqu'une importance démesurée est accordée à la production de rapports trimestriels et à la maximisation de la valeur actionnariale, cela peut susciter une vision court-termiste de l'économie ; celle-ci tend à négliger les impacts des décisions prises en matière d'investissement sur les employés et les communautés locales, où entrent et d'où sortent des sommes considérables, avec une rapidité imprévisible. Ou lorsque le FMI impose aux pays en développement d'adopter un programme de privatisation généralisée, la réduction de la dette publique et la contraction de services sociaux, dans l'objectif d'augmenter leur efficacité économique, cela peut être au détriment de la sécurité, de la santé et de l'éducation de la population. Ou lorsqu'un gouvernement planifie activement l'agrandissement d'un aéroport et refuse de taxer le kérosène, les coûts se répercutent sur l'environnement et sur les sociétés incapables de se protéger des effets du changement climatique. Ou lorsque des sociétés transnationales (STN) emploient des milliers de travailleurs, ce qui représente une source vitale de revenu fiscal, il peut y avoir un manque de volonté pour les réglementer, ce qui peut entraîner un non-respect de l'environnement et des droits humains. Ou lorsque les subventions et les structures tarifaires rendent la production électrique alimentée au charbon plus économique que les énergies renouvelables, les coûts environnementaux sont externalisés et les « évacuateurs et services » sont dévalorisés. Ou lorsque l'on souhaite centraliser et concentrer le pouvoir aux mains de quelques nations afin d'accélérer, de simplifier et d'optimiser l'efficacité des processus de prise de décision, cela suscite une impatience vis-à-vis des structures locales du pouvoir ainsi qu'une tendance à imposer des termes et des conditions aux parties les plus faibles.

Il s'agit là de problèmes complexes qu'il conviendrait de nuancer, mais qui ont pour point commun une focalisation sur la croissance économique qui n'accorde pas suffisamment d'attention aux relations personnelles, familiales, collectives, sociales, politiques et environnementales qui,

initialement, rendent la croissance possible. Et au cœur de cette focalisation sur la croissance économique, on trouve une vision de l'épanouissement humain étriquée, inadéquate et centrée sur le « moi » au détriment du « nous ».

chapitre 1 – références

1. Ces données sont extraites du Rapport 2009 des Nations Unies sur les Objectifs du millénaire pour le développement : http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2009/MDG_Report_2009_Fr.pdf
2. Par cela, et par l'expression attenante « développement stimulé par la croissance », nous entendons un modèle de développement axé sur la croissance économique comme étant le principal moyen de faire progresser le développement humain ; un modèle selon lequel réduire la pauvreté équivaut à augmenter le bien-être humain. En partie à cause de cet objectif, le discours politique dominant a également accordé la primauté à la loi du marché pour diriger l'économie, réduisant ainsi les interventions des gouvernements et des agences ainsi que la responsabilité des individus et des entreprises.
3. Pour ces données ainsi que d'autres, voir New Economics Foundation, *Other Worlds are Possible: Human progress in an age of climate change* (2009), <http://www.neweconomics.org/publications/entry/other-worlds-are-possible> et Tearfund, *Two Degrees, One Chance* (2007), http://www.tearfund.org/webdocs/website/Campaigning/Policy%20and%20research/Two_degrees_One_chance_final.pdf.
4. Voir l'allocation d'Helen Clark : « Meeting Development Challenges in the 21st Century », London School of Economics, 12 mars 2010 : <http://content.undp.org/go/newsroom/2010/march/helen-clark-meeting-development-challenges-in-the-21stcentury.en?categoryID=349423&lang=en>.
5. *Global Economic Prospects: Crisis, Finance and Growth* 2010, Banque Mondiale (Janvier 2010) : <http://siteresources.worldbank.org/INTGEP2010/Resources/GEP2010-Full-Report.pdf>.
6. Pour plus d'informations sur le débat en matière d'égalité / d'inégalité, voir Richard Wilkinson et Kate Pickett, *The Spirit Level: Why More Equal Societies Almost Always Do Better* (Allen Lane, 2009).
7. John Ruggie, *Protéger, respecter et réparer: un cadre pour les entreprises et les droits de l'homme*, Rapport des NU, Doc. A/HRC/8/5 (2008), au para. 3. <http://www.reports-and-materials.org/Ruggie-report-7-Apr-2008.pdf>
8. Tim Jackson, *Prosperity without Growth* (Earthscan: Londres, 2009).
9. Bureau du Rapport sur le développement humain, données de 2009, <http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2009/>
10. Avner Offer, *The Challenge of Affluence* (Oxford University Press, 2006). Voir également Tim Kasser, *The High Price of Materialism* (Cambridge, MA: MIT Press, 2002).
11. *La pauvreté des enfants en perspective : vue d'ensemble du bien-être des enfants dans les pays riches*, UNICEF. (Centre de recherche Innocenti, Bilan Innocenti 7).
12. Polly Toynbee, « Religion doesn't rule in this clash of moral universes », *The Guardian*, 25 mars 2008.
13. Stephen Mulhall et Adam Swift, *Liberals and Communitarians* (Blackwell, 1992) pp. 46-47.

une vie de plénitude

Pendant les années de l'apartheid, l'Archevêque Desmond Tutu justifiait régulièrement son opposition à la politique du gouvernement sud-africain en invoquant que l'être humain était « créé à l'image de Dieu ». Noirs et blancs, prenait-il le soin de souligner, ont tous été créés à l'image de Dieu et méritent donc le même respect.

C'était une formule de rhétorique extrêmement puissante, qui a été utilisée tout au long de l'histoire pour justifier l'égalité fondamentale des êtres humains. Mais que cela signifie-t-il exactement ? On y perçoit les idées d'égalité, de rationalité, de respect, de dignité, mais comment pourrait-on en saisir plus précisément le sens et quelle influence cela pourrait-il avoir sur l'idée que nous nous faisons de l'épanouissement humain ?

« l'image de Dieu »

Le fait que le qualificatif « à l'image de Dieu » soit uniquement attribué aux êtres humains ne signifie pas qu'ils ne font pas partie de la création. La vision chrétienne de la nature humaine part du principe que les êtres humains, comme tous les êtres vivants, ont été *créés*. Comme le reste de la création, nous sommes des « créatures » ; et le fait d'être le fruit d'une création implique que nous sommes des êtres physiques, dépendants de notre créateur, reliés aux autres créatures, avec lesquelles nous entretenons une relation d'interdépendance. Nous ne sommes pas distincts de la nature, nous en faisons partie. C'est là un point de départ important, car, comme Rowan Williams l'a fait remarquer, « une des questions sous-jacentes, vagues, morales et singulières soulevée lors des réflexions sur le changement climatique et sur le programme environnemental en général... est celle de cette habitude tenace que nous avons de nous comporter comme si nous n'avions pas d'appartenance, comme si nous ne faisons pas partie d'un système interactif, comme si nous n'étions que des cerveaux sur une tige. »¹

Ceci dit, les êtres humains ont encore une autre caractéristique. Nous sommes peut-être des créatures parmi d'autres créatures, mais nous sommes les seules à avoir été jugées dignes du qualificatif « à l'image de Dieu ». Qu'est-ce que cela signifie ?

l'image « substantielle »

Globalement, il existe trois interprétations de la signification de l'image de Dieu. La première est substantielle : être créé à l'image de Dieu signifie posséder certaines de ses caractéristiques essentielles. Cela signifie être doté de certaines qualités, qui ont tour à tour été reconnues à travers les siècles comme étant la rationalité, la moralité, la conscience, la créativité, ou une certaine combinaison de ces caractéristiques.

De tous temps, la plus populaire de ces qualités a été la rationalité. Les êtres humains reflètent l'image de Dieu car, comme Dieu et à la différence des autres créatures, ils sont doués de raison. Toutefois, bien que cette conception semble évidente, elle est difficile à justifier si l'on se base uniquement sur les textes bibliques. Il serait plus exact de définir de manière substantielle l'image de Dieu par diverses qualités, et plus particulièrement les suivantes : la créativité, la productivité et la générosité.

Le Dieu à l'image duquel les humains sont créés est un Dieu créatif, productif et généreux. Dans la Genèse, aux chapitres 1 et 2, l'image de Dieu qui nous est donnée est celle d'un Dieu créatif, qui appelle la création à l'existence et qui la structure d'une manière qui lui est agréable. Cette image est confirmée par les auteurs du Nouveau Testament. L'humanité entière a été créée à l'image de ce Dieu créatif, productif et généreux. C'est ce fait même (et non l'espérance que nous avons d'être créatifs, productifs ou généreux), qui fait que chaque être humain a une valeur inhérente, infinie et indéterminable. En réalité, nous sommes tous bien en deçà du potentiel de créativité, de productivité et de générosité dont nous sommes capables. Mais notre valeur ne dépend pas de la mesure dans laquelle nous manifestons ces caractéristiques de l'image substantielle. Elle tient au simple fait que nous sommes créés à l'image de ce Dieu.

l'image « fonctionnelle »

Cela nous amène à une seconde définition, fonctionnelle cette fois : être créés à l'image de Dieu implique que nous avons une tâche spécifique à accomplir, tâche tour à tour définie comme consistant à « régner sur », « dominer sur », « cultiver... et prendre soin de » et « nommer », ou à « exercer une fonction d'intendance ». Comme le fait remarquer Rowan Williams, « les récits de la création que l'on trouve dans la Genèse 1 et 2 nous présentent la création de l'humanité comme étant la création spécifique d'un agent, d'une personne, qui pourra prendre soin du monde animal et le protéger, reflétant ainsi les soins de Dieu lui-même, qui se réjouit de voir que ce qu'il a créé est bon. »²

Les êtres humains sont chargés d'une tâche spécifique, tâche intrinsèque à ce qu'ils sont. Cela laisse entendre que « l'image de Dieu » n'est pas qu'une qualité statique, comme le fait d'être doué de créativité, mais qu'elle est au contraire dynamique et nécessite le déploiement de ces qualités (ainsi que d'autres) pour répondre au mandat que Dieu nous a confié : remplir la Terre, la soumettre et dominer sur elle.

Le terme « soumettre » rend généralement les gens nerveux et les incite à accuser le christianisme d'avoir légitimé l'exploitation de l'environnement au fil des siècles. Bien qu'il y ait assurément une

part de vérité dans cette accusation, il est important de reconnaître que l'écocide est loin de se limiter aux cultures chrétiennes (de nombreuses populations n'ayant jamais eu de contact avec l'Évangile étant parvenues à épuiser leurs ressources naturelles) et que la pensée théologique a fait bien du chemin. Le commandement de soumettre la Terre ne peut être dissocié de celui qui nous enjoint à « la cultiver et en prendre soin » ou du style de règne promu ailleurs. Le véritable roi, ou celui qui règne, est un roi-serviteur qui « ouvre [sa] bouche pour celui qui ne peut pas s'exprimer, pour la cause de tous les délaissés ! [Qui] Ouvre [sa] bouche, juge avec justice et défend [...] le malheureux et le pauvre ! »³

Ainsi, prospérer en tant qu'être humain signifie non seulement être doté des qualités uniques que sont la créativité et la productivité, mais les utiliser de façon responsable, pour le bien de l'ensemble de la création. Être humain c'est, dans un sens, être un jardinier de la création. « Les êtres humains sont créés à l'image de Dieu ; ils doivent relever le défi de prendre part à l'activité créatrice de Dieu, car ils sont dotés de qualités uniques à cette fin... En tant que co-créateurs... nos actes doivent refléter l'amour de Dieu pour sa création. »⁴

l'image « relationnelle »

La troisième définition de « l'image de Dieu » est relationnelle. Le fait d'être créés à l'image de Dieu implique de vivre en relation avec lui, avec les autres êtres humains et avec le reste de la création, d'une façon qui reflète la nature relationnelle de Dieu. D'après cette conception de l'image de Dieu, c'est notre capacité à établir et à entretenir une saine relation avec Dieu, avec les autres et avec la planète qui nous distingue comme ayant été créés à l'image de Dieu.

Le christianisme conçoit Dieu comme étant en relation au sein de la Trinité. Ainsi, selon les termes de l'enseignement social catholique, « être humain signifie être appelé à une communion interpersonnelle. »⁵ Il semble évident que cela s'oppose à une conception de l'être humain où l'individu est indépendant, autonome et totalement libre de ses choix.

Un des aspects de cette communion se vit avec Dieu. C'est un fait important à retenir, notamment car cela permet de comprendre à quel point les systèmes sociaux et politiques sont incapables d'assurer le plein épanouissement de l'être humain. Le deuxième aspect de cette communion se vit avec autrui. Citons le Pape Benoît XVI, dans sa récente encyclique intitulée *Caritas in Veritate* : « La créature humaine, qui est de nature spirituelle, se réalise dans les relations interpersonnelles. Plus elle les vit de manière authentique, plus son identité personnelle mûrit également. »⁶

Vivre en relation implique une responsabilité vis-à-vis des autres êtres humains, tout comme vis-à-vis de l'environnement ; d'où la place qu'accorde inlassablement la Bible aux personnes privées de leurs droits sociaux, en particulier les pauvres, les étrangers, l'orphelin et la veuve. Le Dieu de la Bible est décrit comme celui qui « fait droit aux opprimés / donne du pain aux affamés... délivre les prisonniers... ouvre les yeux des aveugles... redresse ceux qui sont courbés... aime les justes... protège les étrangers / soutient l'orphelin et la veuve. »⁷ Être créés à son image, c'est exercer cette même responsabilité. Cela était au centre des dénonciations prophétiques de l'Ancien Testament⁸ et du ministère de Jésus, lequel est décrit comme celui grâce à qui « les aveugles voient, les boiteux marchent, les lépreux sont purifiés, les sourds entendent, les morts

ressuscitent et la bonne nouvelle est annoncée aux pauvres. »⁹ Cela était également au cœur de la vie de l'Église primitive, où il n'y avait « ni Juif ni non-Juif / ni esclave ni libre / ni homme ni femme »¹⁰ et où les premiers chrétiens « vendaient leurs propriétés et leurs biens et [...] en partageaient le produit entre tous, en fonction des besoins. »¹¹ Vu sous cet angle, être créés à l'image de Dieu signifie vivre en relation les uns avec les autres, en insistant sur le fait que l'égal valeur de chacun doit être reconnue et respectée, et en prenant soin de veiller à ce que personne ne soit tenu à l'écart.

Globalement, mener une réflexion sur ce que signifie être créé à l'image de Dieu et reconnaître cette image chez autrui engendre un enchevêtrement d'association d'idées exceptionnellement riche, subtile et complexe, liées au concept d'épanouissement humain. En plus d'être des créatures physiques, dépendantes et interconnectées (qualités que les humains partagent avec le reste de la création), les êtres humains sont dotés de certaines caractéristiques spécifiques. Ils sont créés à l'image de Dieu, créés dans le but d'être créatifs, productifs et généreux, d'être des intendants de la création, d'entretenir des relations mutuelles saines, et chargés de favoriser une cohésion relationnelle au sein de la communauté humaine, en luttant contre l'exclusion sociale, qu'elle soit raciale, physique, économique, médicale ou spirituelle.

créés pour être généreux

Cette riche diversité d'idées devient particulièrement limpide dans certains passages bibliques. On en trouve un exemple vers la fin de l'épître de l'apôtre Paul aux Éphésiens, dans laquelle il encourage ses lecteurs à s'approprier l'image de Dieu et à s'épanouir pleinement en tant qu'êtres humains.¹² Paul dit également : « Que celui qui volait cesse de voler; qu'il se donne plutôt la peine de travailler honnêtement de ses [propres] mains pour avoir de quoi donner à celui qui est dans le besoin. »¹³

Bien trop souvent, la morale chrétienne s'arrête à la première clause. Pour certains, être moral, c'est respecter les lois de Dieu. Dieu nous dit de ne pas voler. Alors nous ne devons pas voler, point final. Paul, néanmoins, va plus loin. Nous ne devons pas voler, non seulement parce qu'il s'agit d'une bonne consigne sur le plan éthique, mais pour que nous puissions « travailler honnêtement de [nos propres] mains. » Nous voyons ici que nous sommes appelés à être des travailleurs créatifs et productifs, qui évoluent et mûrissent en travaillant de leurs propres mains.

Mais il est essentiel de noter que Paul va encore plus loin. Être créatif et productif est une bonne chose, mais il y a une autre finalité : « pour avoir de quoi donner à celui qui est dans le besoin. » La vision chrétienne de l'identité humaine et de la manière dont nous pouvons pleinement prospérer en tant qu'êtres humains n'est pas fondée sur l'idée que nous ne devons pas voler, ni sur l'idée que nous ne devons pas voler car nous avons été créés pour être créatifs et productifs, mais sur l'idée que nous ne devons pas voler car nous avons été créés pour être créatifs, productifs et généreux. Il nous est demandé de vivre de manière à exercer nos qualités humaines de créativité et de productivité afin que tous puissent participer et contribuer pleinement au bien commun, participant ainsi aux plans et aux desseins de Dieu et répondant à son amour et à sa générosité. La finalité de notre travail productif n'est pas uniquement la créativité ou la productivité, mais la

générosité. Nous devons utiliser nos mains à bon escient afin de pouvoir donner ce que nous créons. Nous n'avons pas été créés pour avoir mais pour donner.

Cette idée est très clairement exprimée dans l'encyclique du Pape Benoît XVI, *Caritas in Veritate*, qui met l'accent sur le fait que « l'être humain est fait pour le don ». ¹⁴ L'encyclique explore de quelle façon cette idée s'inscrit dans les structures sociales déjà existantes. Elle précise qu'il existe différentes manières de donner. L'une consiste à « donner pour avoir », ce qui correspond à « la logique de l'échange [commercial] ». Une deuxième consiste à « donner par devoir », ce qui est propre à la logique « de l'action publique ». ¹⁵ Ces deux types d'action sont essentielles au bien commun, mais elles ne résument pas à elles seules la nature profonde du don. Il existe un troisième aspect essentiel, qui consiste à donner pour donner, la « gratuité », et qui, selon les termes du Pape Benoît XVI, est une caractéristique fondamentale de la nature humaine et de l'épanouissement de toute société. Nous sommes appelés à être des individus qui manifestent cette gratuité et qui reflètent ainsi la générosité de Dieu à notre égard.

La vision chrétienne de l'épanouissement humain ne consiste pas à disposer d'un maximum de liberté et de richesses dans le but de pouvoir décider de son propre sort. Elle repose plutôt, et fondamentalement, sur le fait que les humains sont spécifiquement créés à l'image de Dieu. La théologie chrétienne reconnaît que cette image a été ternie en chacun de nous, qu'il est difficile de vivre comme nous le devrions, qu'il n'est pas pensable d'avoir des structures sociales parfaites sur Terre et que cela ne peut dépendre des gouvernements. La pensée sociale chrétienne n'est pas utopiste.

L'épanouissement humain est assuré lorsque tous jouissent de la liberté de donner et de recevoir dans des relations de compréhension et de respect mutuel.

La vision chrétienne de l'épanouissement humain reste toutefois pertinente, réaliste et source d'inspiration. Elle affirme que tous les humains sont capables de créativité et de productivité ; que tous sont façonnés par les relations et s'épanouissent à travers elles ; que tous sont chargés de veiller à ce que chacun puisse contribuer au bien commun ; que tous ont le devoir de considérer le monde naturel autrement que pour sa valeur instrumentale et de l'administrer de manière durable ; et que tous prospèrent lorsque l'opportunité de se montrer généreux leur est donnée. L'épanouissement humain est assuré lorsque tous jouissent de la liberté de donner et de recevoir dans des relations de compréhension et de respect mutuel. Dieu donne librement et généreusement, et nous sommes appelés, en retour, à partager équitablement ce qui nous a été donné.

générosité et économie

L'épanouissement de l'être humain ne se réduit donc pas au respect des choix des individus et à l'augmentation de leur pouvoir d'achat. Il requiert plutôt que nous reconnaissions, que nous respections et que nous nous efforcions de faire valoir les capacités de chacun en matière de créativité, de productivité, de responsabilité et de générosité.

Cela soulève néanmoins une question. N'est-ce pas là de la « pure théologie » ? Cela peut-il avoir une quelconque portée dans le monde « réel » ? Plus spécifiquement, est-ce également valable dans les domaines de l'économie, des politiques environnementales et de la gouvernance ? La réponse est affirmative, bien qu'un processus minutieux de traduction s'impose. La vision chrétienne d'un monde où tous pourraient prospérer exige une meilleure compréhension des structures et des systèmes qui nous empêchent de nous épanouir, ainsi qu'un engagement à les modifier, par solidarité avec les personnes exclues d'une pleine participation. La solidarité n'est pas un vague sentiment de pitié, mais un engagement à œuvrer ensemble pour le bien de tous.

Tout le monde a quelque chose à apporter à la société ; ce fait doit être reconnu et, dans toute la mesure du possible, facilité.

Ainsi, par exemple, sur le plan économique, la créativité et la productivité caractéristiques de l'épanouissement humain nous orientent vers une économie de marché qui permet et encourage l'ingénuité humaine, l'esprit d'entreprise et l'industrie. Créer des entreprises, travailler d'arrache-pied et en retirer un profit est non seulement légitime mais nécessaire. Cela dit, cette affirmation sur la production et le commerce doit être contrebalancée par notre obligation de générosité et de responsabilité vis-à-vis des autres et du monde naturel. Ce serait, pour reprendre les termes de *Caritas in Veritate*, un système économique « complexe », « qui n'exclut pas le profit mais le considère comme un instrument pour réaliser des objectifs humains et sociaux. »¹⁶

Ainsi, au sein d'un tel système économique, l'accent devrait être clairement mis sur la capacité et la nécessité de participation de *tous* et la contribution de *tous* à notre vie commune, en préservant et en renforçant leur dignité. C'est le pendant de la créativité et de la productivité naturelles de l'être humain. Tout le monde a quelque chose à apporter à la société ; ce fait doit être reconnu et, dans toute la mesure du possible, facilité.

Cela implique différentes choses. Il est par exemple tout à fait impossible pour un individu de contribuer au bien commun s'il n'a pas un niveau de vie minimum, un logement, un accès aux soins de santé et à l'éducation. Une économie dynamique et un marché du travail ouvert ne suffisent pas, car les personnes qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté, qui sont sans domicile, qui n'ont pas les moyens de se soigner ou qui n'ont pas eu d'opportunités éducatives ne peuvent d'emblée pas contribuer dans la mesure de leurs moyens au bien commun.

Cela implique également de garantir des conditions de travail où la dignité humaine et les capacités de chacun seront respectées. Le travail est essentiel à notre épanouissement, car il nous permet d'exercer la créativité et la productivité indispensables à celui-ci. Cela met en évidence la nécessité de viser un taux d'emploi le plus élevé possible, tout en garantissant des conditions de travail qui respectent et restaurent non seulement la dignité des travailleurs, mais aussi de leur

famille, de leur communauté et, comme nous le verrons ci-après, de l'environnement dans lequel ils évoluent. Aucun profit, aussi important soit-il, ne peut justifier des horaires ou des conditions de travail qui dégradent le travailleur ou qui l'empêchent de vivre pleinement, au sein de sa famille ou de sa communauté ; on ne devrait pas non plus attendre d'un travailleur qu'il soit reconnaissant d'accepter un travail dégradant uniquement pour avoir un emploi. L'exercice de la véritable générosité exclut également tout abus ou exploitation d'autrui dans le but d'amasser des richesses pour dispenser sa générosité.

Outre la participation et la contribution, la notion chrétienne d'épanouissement humain mettrait l'accent sur l'équité économique. Tous les êtres humains sont à l'image de Dieu et ont la même valeur et dignité. Cela n'implique pas pour autant un nivellement agressif, où les divers dons dispensés par Dieu, qui font que chacun d'entre nous est unique, seraient ignorés. Toutefois, cette notion met en lumière le caractère inacceptable des importantes disparités de revenus aujourd'hui constatées au sein des États et, plus encore, entre les pays. Même si tous les individus se trouvaient en position de pouvoir se servir de leurs talents créatifs et ainsi d'apporter une contribution significative au bien commun, il serait inacceptable que certains valent (sur le plan économique) des milliers ou des millions de fois plus que d'autres.

Cela fait partie intégrante de l'aspect relationnel de l'image de Dieu, qui nous laisse entrevoir les devoirs que nous avons les uns vis-à-vis des autres. Si nous voulons prospérer en tant qu'êtres humains, nous devons, surtout nous qui sommes riches, assumer nos responsabilités vis-à-vis de ceux qui ont moins que nous, et ainsi combler le fossé qui nous sépare. Nous devons non seulement entretenir des « relations », mais des « relations justes », c'est-à-dire équitables. Il s'agit, bien entendu, au moins autant d'un devoir moral individuel que politique. Mais les gouvernements ne peuvent pour autant être déchargés de leur responsabilité en la matière. Il ne s'agit pas simplement d'enrichir les plus pauvres en termes absolus, mais également de les enrichir en termes relatifs, réduisant ainsi à un taux acceptable l'écart entre les déciles de revenu inférieurs et supérieurs.

générosité et environnement

Quittons le domaine de l'économie pour celui de la réflexion sur l'environnement, qui lui est étroitement lié. La vision chrétienne de l'épanouissement humain est caractérisée par des préoccupations similaires, mais plus particulièrement par notre responsabilité vis-à-vis du monde naturel, notre responsabilité en matière d'intendance. Cette approche de l'épanouissement humain souligne l'importance de plusieurs choses : reconnaître la valeur des biens communs de l'environnement, en les utilisant de manière compatible avec leur productivité sur le long terme et les besoins des générations futures ; et conserver une perspective à long terme sur les questions environnementales, perspective qui accorde la priorité à l'engagement environnemental par rapport aux préoccupations politiques de court terme. Il est crucial d'entretenir des relations justes, non seulement avec Dieu et les autres mais aussi avec la Terre et les autres créatures.

Cela implique de reconnaître la véritable valeur des biens et services environnementaux pour ce qu'ils sont lorsqu'ils ne sont pas exploités, afin d'en connaître la pleine valeur non seulement pour nous-mêmes, mais aussi, et c'est essentiel, pour les générations futures. Ce n'est pas uniquement une question d'intendance ; cela fait partie de la responsabilité inhérente au fait d'avoir été créés

à l'image de Dieu et de reconnaître l'image de Dieu chez autrui, en aimant son prochain temporel tout autant que son voisin géographique. Le fait que nous ne puissions signer un contrat avec les « générations à venir » ne nous décharge pas de notre responsabilité morale à leur égard, pas plus que l'incapacité d'autres créatures à conclure un contrat ne nous absout de nos devoirs moraux envers l'environnement.

Cela implique également de cultiver une approche à long terme qui est encore trop rare dans la pensée politique, à savoir une approche caractérisée par la notion d'alliance, c'est-à-dire un contrat permanent qui stipule les droits et les obligations, marqué par la fidélité, la confiance, la mutualité et l'engagement. Voilà qui est d'une importance critique en ce qui concerne les questions environnementales, où les réponses humaines doivent être anormalement patientes et soutenues. Des cycles électoraux de quatre à cinq ans et des cycles de diffusion des actualités de quatre à cinq heures ne peuvent convenir à des politiques qui exigent des décennies de mesures déterminées pour répondre à des changements environnementaux qui peuvent durer des siècles. Lorsqu'il s'agit de mesures environnementales, les horizons temporels doivent être repoussés, et on doit encourager un sentiment collectif d'identité et de responsabilité qui transcenderont ce contrat immédiat, limité et conditionnel entre agents connus.

La vision chrétienne de l'épanouissement humain nous oriente vers un engagement avec l'environnement où ce dernier est considéré comme un don sur lequel nous pouvons, ou plutôt devons, utiliser nos talents créatifs.

La vision chrétienne de l'épanouissement humain nous oriente aussi vers une participation en matière d'environnement, en particulier la participation des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables à l'utilisation des ressources environnementales. Si les générations futures ne doivent pas être privées des biens environnementaux, les générations actuelles non plus. Si l'épanouissement humain signifie « jardiner de façon responsable », tout système basé sur cette conception devra non seulement s'assurer que le jardin soit bien entretenu et protégé pour les futurs jardiniers, mais aussi que tous aient accès aux biens qui leur ont permis de jardiner en premier lieu.

Ainsi, de la même manière que tout système économique devrait s'efforcer de placer tous les individus en position de pouvoir contribuer au bien commun, tout système environnemental devrait s'efforcer de garantir un accès universel et équitable aux biens naturels qui rendent ces contributions possibles. C'était l'un des buts sous-jacents aux lois relatives au Jubilé dans l'Ancien Testament. Celles-ci répondaient à la fois aux besoins économiques et environnementaux (terres et richesse étant souvent synonymes dans les sociétés agricoles), un de ces besoins étant de garantir que tous aient un accès équitable aux ressources naturelles partagées. Les terres, ressource naturelle, ne pouvaient être vendues à perpétuité, mais uniquement pour le nombre d'années précédant le Jubilé suivant (techniquement, terres en usufruit). Cela soulignait l'importance de permettre à *tous* de prendre part de manière juste et équitable à l'utilisation et à la protection de *tous* les biens, systèmes et évacuateurs environnementaux, ainsi que des ressources.

Globalement, la vision chrétienne de l'épanouissement humain nous oriente vers un engagement avec l'environnement où ce dernier est considéré comme un don (et non comme une chose

dont nous pouvons disposer selon notre bon vouloir) sur lequel nous pouvons, ou plutôt devons, utiliser nos talents créatifs, mais de manière responsable, en reconnaissant sa valeur intrinsèque au lieu de l'instrumentaliser, et en reconnaissant notre responsabilité vis-à-vis d'autrui et des futures générations quant à la manière de l'utiliser.

générosité et gouvernance

Enfin, en ce qui concerne les questions de gouvernance, la vision chrétienne de l'épanouissement humain nous oriente vers des formes de gouvernance caractérisées par la participation, le service et la justice sociale. Il s'agit d'une gouvernance qui permet aux populations d'apporter une contribution significative au cours de leur vie, d'être des « artisans de leur destin », pour reprendre les termes du Pape Paul VI, au lieu de les traiter comme les bénéficiaires d'un « fournisseur de service » politique distant.¹⁷ C'est la gouvernance qui permet aux individus et à leurs communautés respectives de contribuer de façon significative aux débats qui les concernent, en reconnaissant ainsi les aptitudes et l'identité de chacun, ainsi que la contribution qu'il peut apporter au bien commun, tant par le biais de relations et de structures informelles qu'officielles.

Cela peut nous indiquer plusieurs directions à suivre. La première est ce qui a été qualifié d'espace politique « complexe », un système politique « multipolaire » où le pouvoir se diffuse dans l'ensemble du système. Dans ce cas de figure, les autorités supérieures n'ont pas forcément de pouvoir immédiat sur les niveaux hiérarchiques inférieurs, les groupes vulnérables ou marginaux pouvant être protégés contre les abus de pouvoir des acteurs plus puissants qui bénéficient d'une meilleure protection sociale, qu'il s'agisse du gouvernement central ou de sociétés transnationales.

Cela favorise une approche permettant aux décisions d'être prises au plus près des individus concernés, avec une véritable responsabilité de la part de ceux qui prennent ces décisions. Cela favorise également une culture de transparence quant à l'utilisation des ressources et du pouvoir. Selon l'enseignement social de l'Église catholique, il s'agit du principe de subsidiarité, défini pour la première fois en 1931 dans une encyclique, qui affirmait que : « De la même manière qu'il serait gravement erroné de retirer aux individus ce qu'ils peuvent accomplir par leur propre initiative et labeur pour le donner à la communauté, ce serait une injustice [...] d'assigner aux grandes associations ce que des organisations moindres et subordonnées peuvent faire. »¹⁸ Cet accent sur le principe de subsidiarité s'inscrit dans le respect de la créativité et de la productivité caractéristiques de l'épanouissement humain, et permet aux individus d'avoir une réelle influence sur la vie de la communauté dans laquelle ils vivent.

La vision chrétienne de l'épanouissement humain met également l'accent sur la notion de service en matière de gouvernance ; non seulement comme le moyen de favoriser les aspects créatifs et productifs propres à l'épanouissement humain, mais aussi comme le moyen de respecter le besoin de l'être humain d'exercer sa générosité, au sens de don de soi. Le pouvoir doit être exercé pour le bien d'autrui, et non dans l'intérêt des détenteurs du pouvoir. Cela permet de mettre un accent particulier sur les besoins des personnes vulnérables et exclues de la société, aux niveaux local, national et mondial, en reconnaissant qu'ils rencontrent souvent des obstacles supplémentaires

à leur participation en termes de temps, de ressources et d'accès. Un effort particulier doit donc être fait pour que leur voix puisse être entendue et pour adapter les politiques à leurs besoins.

De manière générale, une approche de la gouvernance respectueuse de l'épanouissement humain s'efforcera de répondre à l'impatience vis-à-vis des formes locales de prise de décision que nous inculque notre focalisation sur la croissance pour la croissance ; et, tout en reconnaissant l'importance des forums internationaux de prise de décision, elle insistera sur leur transparence et leur responsabilité afin que le pouvoir, lorsqu'il doit être centralisé, œuvre pour le bien commun plutôt que pour celui des personnes qui l'exercent.

question en suspens

La vision chrétienne de l'épanouissement humain n'est pas qu'une conception théorique de la notion de bien vivre, sans autre ambition au-delà d'un séminaire théologique. Elle nous indique au contraire un certain nombre de directions claires quant aux questions liées à l'économie, l'environnement et la gouvernance.

Elle nous montre la voie d'un système économique qui respecte les capacités productives et créatives de chacun et qui vise à permettre à *tous* de contribuer à la société. Elle nous incite à considérer l'environnement comme un don, que nous devons utiliser de manière responsable, sans déshériter ceux qui y vivent, ni les générations futures qui ne peuvent s'exprimer. Et elle nous oriente vers une forme de gouvernance qui permet et encourage un exercice adéquat du pouvoir au niveau local, caractérisé par la transparence et la responsabilité, et guidé par une éthique du service.

Ainsi formulée, la possibilité d'une politique favorisant « l'épanouissement humain » semble plus réaliste, et nous explorerons sous peu quelques pistes concrètes de son application. Toutefois, avant cela, il reste une question importante à aborder. Cette vision s'adresse-t-elle à tous ? Nous avons parlé d'une vision *chrétienne* de l'épanouissement humain, vision explicitement issue de notions et de croyances chrétiennes. N'est-elle donc pas uniquement compréhensible pour les chrétiens ? Ne se limite-t-elle et ne s'applique-t-elle pas seulement à des personnes de confession chrétienne ?

La réponse est un non catégorique. Il est indispensable de reconnaître que toute idée politique découle d'une certaine perception de l'univers moral. Fondamentalement, toute société a une, voire plusieurs, perceptions du bien. Ces perceptions sont généralement contestées et influencent les politiques dans une plus ou moins grande mesure. Certaines personnes les expriment, d'autres non. Quoi qu'il en soit, il n'est pas indispensable d'approuver le fondement d'une idée politique pour la soutenir. C'est tout aussi vrai pour les idées basées sur une compréhension chrétienne de l'épanouissement humain que pour les autres. Bien qu'elle découle d'une vision chrétienne du monde, la vision exposée ci-dessus peut être (et c'est le cas) adoptée par ceux qui ne partagent pas la même vision du monde. Ainsi, le fait que l'idée selon laquelle l'être humain a été créé « à l'image de Dieu » puisse être exprimée en d'autres termes, plus généraux (égalité, créativité, productivité, participation, contribution, relations, responsabilité et générosité), montre qu'une

idée en apparence si particulière de l'épanouissement humain pourrait bénéficier d'un large soutien.

Ainsi, si le fait d'avoir été créés à « l'image de Dieu » et de participer à son œuvre créative (ce qui correspond, comme nous l'avons « traduit », à la capacité et au besoin de l'être humain de développer et d'exercer sa créativité, sa productivité, ses responsabilités et sa générosité afin que tous puissent contribuer pleinement au bien commun), si cela doit influencer notre pensée politique, il reste à voir quelle forme cela peut prendre sur le plan pratique.

chapitre 2 – références

1. Rowan Williams, « Climate Change: a Moral Issue ». Discours donné au Tyndall Centre le 4 mai 2006, <http://rowanwilliams.archbishopofcanterbury.org/articles.php/1759/climate-change-a-moral-issue-address-to-the-tyndall-centre>.
2. Rowan Williams, « The Climate Crisis: A Christian Response ». Conférence annuelle d'Operation Noah, Southwark Cathedral, 13 octobre 2009, <http://www.operationnoah.org/node/90>.
3. Proverbes 31:8-9.
4. *Call of Creation*, Conférence des évêques catholiques d'Angleterre et du pays de Galles, 2002.
5. Jean Paul II, *Mulieris Dignitatem*, 7.
6. *Caritas in Veritate*, 53.
7. Psaume 146:7-9.
8. Voir Ésaïe 10:2, Jérémie 5:23-28, Amos 2:7, etc.
9. Matthieu 11:5.
10. Galates 3:28.
11. Actes 2:45.
12. Ou comme il l'exprime : « à vous laisser renouveler par l'Esprit dans votre intelligence [...] et à vous revêtir de l'homme nouveau... » (Éphésiens 4:23-24).
13. Éphésiens 4:28.
14. *Caritas in Veritate*, 34.
15. Ibid, 39.
16. Ibid, 46.
17. *Populorum Progressio*, 65.
18. *Quadragesimo Anno*, 79.

épanouissement humain et développement

Comme l'a montré ce rapport, la vision du bien humain qui sous-tend en grande partie les politiques actuelles, notamment les politiques de développement, est celle d'individus indépendants et autonomes, dont les rapports avec autrui, leur culture et l'environnement sont fondamentalement rompus, et qui considèrent leur liberté de choix comme seul bien absolu.

Il a été reconnu que bien que cette vision de l'autonomie humaine ait stimulé une croissance économique vitale à l'épanouissement humain, cette croissance nous a coûté cher. Ces dernières décennies ont été le témoin d'une dégradation de l'environnement, d'inégalités de revenus massives dans le monde et d'un sentiment de privation des droits politiques dans de nombreux pays en développement au sein des structures de gouvernance mondiales. Le développement est devenu synonyme de surexploitation des ressources naturelles dans le but de générer des richesses concentrées de manière disproportionnée dans le Nord déjà riche. Non seulement cela a eu un impact dévastateur sur l'environnement et sur le Sud particulièrement pauvre, mais cela a également créé un précédent : l'idée que cette voie est la seule qui puisse favoriser le développement. Non seulement ce modèle de développement à forte émission de carbone et gourmand en ressources est attirant, mais il semble être la seule issue possible à la pauvreté. Par conséquent, une attention insuffisante est accordée au problème inévitable des contraintes environnementales ou aux structures locales du pouvoir et des communautés qui y « font obstruction » et sont souvent traitées comme des problèmes à surmonter.

*Une société saine est une société
généreuse, plutôt qu'avide de
possessions.*

Bien qu'il s'agisse de vastes problèmes aux causes complexes, le présent rapport défend l'idée qu'ils découlent d'une compréhension erronée et limitée de ce que signifie bien vivre. Nous soutenons que la vision de l'épanouissement humain qui repose sur l'idée que nous sommes des êtres créés « à l'image de Dieu » offre une compréhension plus exacte et plus enrichissante de ce que signifie bien vivre. Cette vision est clairement ancrée dans la pensée chrétienne, mais elle ne se limite pas à ceux qui partagent la foi chrétienne. Elle conçoit les individus comme des êtres fondamentalement créatifs et productifs, qui ont une responsabilité vis-à-vis d'autrui et du monde naturel. Elle affirme que tous ont une contribution à apporter au bien commun et considère les êtres humains comme étant fondamentalement conçus pour donner, vivre en communion et avoir des relations empreintes de générosité. Une société saine est une société généreuse, plutôt qu'avide de possessions.

comment devrions-nous donc vivre ?

Ceci a de profondes répercussions dans deux domaines (au moins) : la réponse des gouvernements des pays développés et celle de leur population. Le présent rapport s'attardera essentiellement sur la première question, qui ne peut cependant être traitée sans d'abord examiner, quoique brièvement, la manière dont les individus et les groupes communautaires des pays développés relèveront eux-mêmes le défi. Il est indispensable de reconnaître que c'est précisément leur réponse qui permettra de créer (ou non) le « cadre formel » dans lequel les gouvernements doivent intervenir.

D'une certaine manière, nos réponses personnelles ou communautaires aux problématiques explorées dans ce rapport sont évidentes. Si nous consommons plus que notre juste part, nous devrions consommer moins. Si nous cherchons à nous enrichir au détriment de nos relations, nous devons revoir nos priorités. Si nous ne parvenons pas à assumer nos responsabilités vis-à-vis des pauvres de ce monde ou si nous persistons à ignorer le fait que plusieurs millions de personnes ne sont pas en mesure de participer au bien commun, nous devons nous recentrer et redoubler d'efforts pour attirer l'attention sur leurs besoins et œuvrer à leur inclusion et à leur épanouissement.

Il existe de nombreux mouvements qui visent à permettre aux gens de vivre de cette manière, comme par exemple le « Simple Living Network » ou le défi « LiveSimply », dont la CAFOD est membre fondateur.¹ De façon très similaire, des initiatives comme Climate Justice Fund de Tearfund, gérée en partenariat avec l'Église d'Angleterre, partagent le même objectif de réduire ou d'atténuer ce comportement qui empêche des millions de personnes de bien vivre.²

Toutefois, outre de telles initiatives, il est urgent que des groupes de bénévoles et autres groupes de la société civile, notamment les églises, s'impliquent de manière collective dans ces activités et mènent campagne dans ce domaine, de manière à changer progressivement l'opinion publique.

Cela s'est déjà produit dans le passé. Il y a quelques années, Rodney Stark, un sociologue américain sans appartenance religieuse, a entrepris d'expliquer comment, d'un point de vue *sociologique*, un mouvement religieux obscur, marginal et ouvertement méprisé a transformé l'Empire romain en 300 ans.³ Son analyse soulignait un certain nombre de points, dont deux nous intéressent dans ce contexte.

La première chose, c'est la manière dont l'Église traitait les femmes. Dans l'Église primitive, les femmes étaient largement représentées. Ceci était dû au fait que dans le monde antique, les femmes étaient considérées comme des citoyens de seconde zone, les nourrissons de sexe féminin étant fréquemment « exposés » dans la rue jusqu'à ce que mort s'en suive ou rejetés car considérés sans valeur. Dans le monde méditerranéen antique, on comptait en moyenne 135 hommes pour 100 femmes. En revanche, l'infanticide et « l'exposition » des nourrissons étaient explicitement interdits par l'Église primitive. Un des articles fondamentaux de la foi chrétienne stipulait que les femmes avaient la même valeur que les hommes. L'Église mettait un accent singulier sur l'importance de la fidélité des hommes dans le cadre du mariage. Et, contrairement aux veuves païennes que l'on obligeait souvent à se remarier, les veuves chrétiennes étaient généralement soutenues par l'Église. Autrement dit, l'Église agissait délibérément de façon

contre-culturelle et faisait des choix (dans ce cas, valoriser les femmes) en fonction de ce qui lui paraissait juste et non de ce qui était populaire ou opportun.

Un deuxième exemple est le traitement des pauvres et des nécessiteux. L'Église chrétienne avait acquis une certaine notoriété dans le monde antique car lors des épidémies qui décimaient régulièrement les villes, elle s'occupait non seulement de ses propres malades mais aussi de ceux de l'extérieur. Ce n'est pas sans raison que l'empereur Julien l'Apostat se plaignait : « c'est une véritable disgrâce de constater que l'on ne trouve aucun mendiant parmi les Juifs et que les Galiléens impies [c.-à-d. les chrétiens] se chargent de nos pauvres en plus des leurs ; tout le monde peut voir que nos coreligionnaires souhaitent bénéficier de leur aide. »

L'essor du christianisme est une longue histoire complexe, qui n'est pas l'objet de ce rapport. Nous mentionnons ces brefs exemples pour montrer qu'au moins une des raisons de cet essor était, pour reprendre les propos de Rodney Stark, que les « chrétiens formaient une communauté solide, capable de susciter « l'opiniâtreté invincible » qui offusquait profondément [de nombreux Romains], mais qui produisait d'innombrables fruits religieux. » Les groupes chrétiens accordaient la même valeur à tous, sauvaient les nourrissons et prenaient soin des malades sans distinction, s'opposant à la culture de l'époque, car ils estimaient que c'était la bonne chose à faire.

Voilà l'exemple à suivre et le défi à relever aujourd'hui pour les groupes chrétiens (ainsi que tous ceux qui partagent la même idée de l'épanouissement humain). Peuvent-ils constituer des communautés à « l'opiniâtreté invincible », qui pratiquent et promeuvent une meilleure compréhension de l'épanouissement humain, en dépit de la pression culturelle qui les incite à faire autrement ? Peuvent-ils vivre simplement, donner avec générosité, inclure le plus grand nombre et agir de manière responsable, bien que cela puisse, par moments, sembler difficilement faisable, voire irréaliste ? Peuvent-ils faire passer les relations humaines avant les questions économiques et vivre une vie créative, productive, généreuse et responsable, s'efforçant sans relâche de rendre possible la participation des personnes pauvres et vulnérables au bien commun mondial, même si cela leur coûte sur le plan personnel ?

Il faut reconnaître que, quel que soit le prix à payer, ces efforts sont récompensés, sans que cela ne demande un degré d'altruisme inatteignable. Comme le montrent les études sur le « bonheur » mentionnées en introduction, bien vivre génère ses propres bénéfices. Une vie épanouie n'est pas une vie de « mortification ». L'intérêt personnel éclairé est un argument de poids.

Toutefois, les faits portent à croire qu'il faut l'action déterminée de petits groupes (« communautés à l'opiniâtreté invincible ») pour inverser la tendance et sensibiliser les gens à des modes de vie communautaires différents et plus épanouissants. Les églises chrétiennes doivent montrer l'exemple en étant généreuses car c'est la bonne chose à faire, et non parce que c'est opportun. Le fait que l'échelle et la portée de ces réseaux chrétiens soient inégales même en Occident (dit laïque) devrait contribuer à encourager leur engagement à changer l'opinion publique.

Ces communautés jouent un rôle majeur dans le processus de transformation des cultures nationales. Mais elles ne peuvent le faire seules. Les gouvernements ne peuvent obliger les individus ou les groupes de la société civile à mener leur vie de manière créative ou généreuse. Ils peuvent en revanche les en empêcher, par exemple en micro-gérant leurs activités quotidiennes,

en les surchargeant de bureaucratie, en refusant de légiférer contre des conditions de travail antisociales, ou en se montrant incapables de garantir un contexte politique ou économique stable. Tout cela suscite un certain degré d'impuissance ou d'incertitude qui empêche les individus et les groupes de la société civile de bien vivre et de contribuer au bien commun.

Les gouvernements ont donc un rôle important à jouer, premièrement en évitant tout simplement de saper les conditions favorables à l'épanouissement humain (en « ne causant pas de tort ») et deuxièmement, de manière plus positive, en façonnant les infrastructures politiques et économiques de façon à permettre à la population de pouvoir contribuer au bien commun. Les gouvernements peuvent, en substance, donner la possibilité à la population de participer et de contribuer à des rapports empreints de générosité. Nous allons donc à présent explorer, encore une fois brièvement, l'orientation des idées et des politiques qu'exige une telle conception de l'épanouissement humain.

ÉTUDE DE CAS // Zimbabwe

Zimbabwe Orphans Through Extended Hands (ZOE) est une petite organisation dont le but est de servir de catalyseur pour mobiliser, former et renforcer les églises locales afin qu'elles puissent répondre aux besoins des nombreux orphelins du VIH au sein de leurs communautés respectives. L'organisation ZOE n'offre pas de ressources substantielles en dehors de la formation, mais elle aide les communautés à comprendre que les besoins fondamentaux des orphelins sont davantage d'ordre relationnel que matériel et que des visites régulières leur permettant de manifester de l'amour et du soutien à ces enfants peuvent être la meilleure chose à faire. Une fois que les bénévoles ont noué une relation avec les enfants, ils découvrent souvent qu'ils peuvent également les aider de manière concrète. On peut citer l'exemple des membres d'une église qui ont ensemble collecté de l'argent pour payer des frais de scolarité, et qui ont proposé leur aide pour réparer un toit ou travailler les terres des familles dans le besoin. ZOE soutient désormais 3 800 bénévoles qui ont pu apporter de l'aide à plus de 75 000 orphelins et enfants vulnérables. Ce réseau a également été très précieux pendant la récente période de crise au Zimbabwe. Lors de graves pénuries alimentaires, les distributions alimentaires auprès des plus vulnérables sont organisées et gérées par les bénévoles des églises.

quelles pourraient être les implications en termes économiques ?

Cette compréhension de l'épanouissement humain nous rappelle qu'un seul modèle économique ne peut convenir à tous les pays. Le développement humain n'est pas qu'une question de croissance économique, pas plus que l'épanouissement humain n'est qu'une question d'accroissement continu des richesses personnelles. Le véritable épanouissement de la personne humaine est multidimensionnel ; il implique l'exercice de la créativité, de la productivité, de la responsabilité et de la générosité humaines. La croissance économique peut favoriser le déploiement de ces qualités, mais elle ne les remplace pas. Étant donné les caractéristiques très diverses des économies, les conditions nécessaires pour que la croissance économique se traduise par une meilleure qualité de vie ne peuvent qu'être spécifiques à chaque pays. Alors qu'en Zambie la préoccupation essentielle sur le plan économique pourrait être d'augmenter la croissance en vue d'investir dans les services publics et ainsi d'offrir à la population la possibilité de bien vivre, au Royaume-Uni et dans les autres pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), la préoccupation prioritaire pourrait être de privilégier le développement de relations humaines de qualité par rapport à la croissance matérielle.

Ayant reconnu le besoin de souplesse et de réactivité face aux circonstances en ce qui concerne la réflexion économique, notre approche de l'épanouissement humain nous indique néanmoins quelques directions claires.

Premièrement, nous devons concevoir et recueillir de nouvelles mesures de progrès alternatives au PIB, mesures qui reflètent mieux la réalité de l'épanouissement humain. Il ne s'agit pas d'une idée nouvelle. En fait, comme nous le verrons dans la section de conclusion du présent rapport, divers travaux ont mis (et sont encore en train de mettre) au point des indicateurs permettant de mieux représenter le progrès humain. Certains, comme l'Indice de développement humain, ont retenu toute l'attention, mais aucun n'a encore réussi à déloger le PIB en tant que principal indicateur de la santé d'une nation. Bien qu'il ne soit pas nécessaire de réinventer la roue, il est urgent d'attirer l'attention sur la nécessité d'une compréhension plus complète et donc plus exacte de l'épanouissement humain que celle actuellement reconnue. Le présent rapport demande donc la création d'une commission officielle, commissionnée par les plus hauts fonctionnaires d'État, qui s'appuiera sur les travaux déjà entrepris dans ce domaine pour examiner la question d'un indice de l'épanouissement humain qui permettra de mieux traduire ce que signifie bien vivre et d'explorer comment cette approche pourrait être adoptée et appliquée aux décisions politiques. Nous reviendrons sur cette question en fin de rapport.

Le développement humain n'est pas qu'une question de croissance économique, pas plus que l'épanouissement humain n'est qu'une question d'accroissement continu des richesses personnelles.

Deuxièmement, une approche de l'épanouissement humain implique de déployer une politique économique qui permette réellement de soutenir cet épanouissement. Par exemple, l'imposition est un dispositif profondément moral, qui doit servir à décourager certaines activités nuisibles à l'épanouissement humain, tout en permettant de diriger des ressources vers les activités qui

le favorisent. La proposition de longue date de taxe sur les transactions financières comme les devises, les actions et produits dérivés, en est un exemple concret. L'idée est qu'une faible taxe prélevée à l'échelle mondiale permettrait de freiner le trop grand nombre de transactions à court-terme qui sont hautement spéculatives et qui peuvent avoir des effets très dommageables au niveau local, tout en dégageant des recettes qui pourraient être réaffectées au développement international ainsi qu'à l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques.

Parallèlement à la question de la fixation des taxes, il y a celle de leur prélèvement. Les gouvernements des pays en développement doivent renforcer leur capacité à prélever des impôts auprès de leurs citoyens, au lieu de dépendre uniquement des revenus issus des ressources, ce qui peut entraîner un manque de redevabilité mais aussi rendre le gouvernement moins réactif et amplifier sa corruption.

Les allègements d'impôts pour les investisseurs étrangers et la possibilité pour les multinationales d'éviter de payer l'impôt peuvent également priver les pays en développement d'un revenu dont ils ont cruellement besoin pour financer les dépenses sociales. D'après un rapport de l'Oxfam, il est estimé que les paradis fiscaux contribuent à priver les pays en développement d'un revenu d'au moins 50 milliards de dollars par an, somme à peu près équivalente à la moitié de l'aide annuelle affectée à ces pays.⁴ Il est indispensable qu'à cet égard, le gouvernement britannique exige des sociétés cotées en bourse au Royaume-Uni qu'elles divulguent les paiements effectués, pays par pays, et qu'il s'efforce de persuader les dirigeants du G20 de demander officiellement au Conseil des normes comptables internationales d'adopter cette nouvelle norme, d'œuvrer à l'élaboration d'un véritable système multilatéral d'échange automatique d'informations fiscales et d'intégrer à tout accord fiscal un mécanisme d'examen permettant de garantir que celui-ci profite aux pays en développement.

Troisièmement, le modèle d'épanouissement humain vise à soutenir les activités économiques durables des populations les plus démunies. Comme nous l'avons déjà mentionné, bien que richesse ne puisse être synonyme d'épanouissement humain, l'extrême pauvreté, elle, est contraire à l'épanouissement de l'être humain. L'idée selon laquelle les riches doivent devenir considérablement plus riches pour que les plus pauvres soient un peu moins pauvres ne peut être acceptable, non seulement parce que ce type de croissance exacerbe l'inégalité extrême, foncièrement contraire à la notion d'égalité valeur des êtres humains, mais aussi parce que cela a un effet préjudiciable sur notre environnement commun.

Cela implique donc de prêter davantage attention aux incidences de la croissance sur la répartition des revenus et au niveau social. La forme que prendront ces activités économiques dépendra de la nature des économies locales et de la répartition des ressources qu'elles génèrent. Dans les pays développés comme le Royaume-Uni, ces activités pourraient inclure la mise en place d'horaires de travail plus souples afin de permettre aux individus de s'engager comme bénévoles au sein de la communauté ou d'avoir plus de temps pour leur famille. Dans les pays en développement, en revanche, il pourrait plutôt s'agir de se concentrer sur le soutien des activités économiques des personnes démunies, notamment en investissant dans les communautés rurales. À titre d'exemple, citons l'initiative « Foundations for Farming » (anciennement appelée « Farming God's Way »), qui met en œuvre un modèle agricole par le biais de réseaux d'église sur l'ensemble du

continent africain. Ce modèle transmet de meilleurs savoir-faire aux agriculteurs de subsistance, leur permettant d'augmenter leurs rendements et ainsi d'améliorer leurs moyens de subsistance.

Quatrièmement, il est nécessaire d'investir au niveau des atouts des populations démunies, pour qu'elles soient en mesure de contribuer au bien commun. Il peut s'agir d'infrastructures de base liées à la santé humaine comme l'accès à l'eau potable, à un assainissement fonctionnel et à des centres de santé ; d'infrastructures agricoles, comme les systèmes d'irrigation et les services vétérinaires ; de l'amélioration des infrastructures physiques, comme de meilleures routes et des installations de stockage en meilleur état ; d'infrastructures éducatives et financières comme la scolarisation, des services de formation professionnelle et des crédits à cette fin ; ou d'infrastructures relationnelles, comme les réseaux officiels et informels desquels dépendent les gens pour bien vivre.

Tout cela s'ajoute à un programme déjà très chargé (plaidoyer, investissements, renforcement des capacités et fourniture de services) qui ne pourra être mené à bien que s'il existe un engagement politique soutenu et à long terme de la part des pays en développement, des gouvernements donateurs et de la société civile, notamment des églises locales et autres groupes confessionnels.

En plus de l'évolution des politiques dans certains domaines clés de la politique économique, il est également important que les acteurs économiques soient habilités, encouragés et même disciplinés pour qu'ils agissent de manière à promouvoir l'épanouissement humain (une cinquième recommandation). Cela s'applique, par exemple, au secteur des affaires. Avec l'influence croissante du secteur privé, le secteur des affaires doit rendre des comptes à la société pour ses impacts sociaux et environnementaux, mais aussi financiers. Les consommateurs et les gouvernements doivent inciter les sociétés à se comporter comme des agents moraux et pas seulement comme des machines à produire. Ceci peut se faire par le biais d'un ensemble de mesures, voire de réglementations, si nécessaire. Une façon dont le gouvernement peut s'y prendre est de soutenir en priorité les coopératives et les modèles commerciaux innovants, où les entreprises réinvestissent les bénéfices pour le bien-être de leurs employés, et où la prise de décision est basée sur des formes de partenariat mutuel. « Transforming Business » et « Transformational Business Network » en sont des exemples, tout comme la coopérative basque Mondragon, fondée par un prêtre dans les années 1950 pour créer des emplois sur la base de la solidarité, et qui est aujourd'hui une des plus importantes sociétés d'Espagne.

Il existe d'autres moyens de faire en sorte que le monde des affaires favorise l'épanouissement humain, notamment par le biais de la législation, en définissant des normes minimales de conduite et en encourageant de meilleures pratiques. Un rapport récent de l'organisation britannique de commerce équitable Traidcraft pour la UK Parliament International Development Select Committee (Commission parlementaire britannique restreinte pour le développement international) a prié le DFID d'obliger les sociétés britanniques implantées au Bangladesh à respecter un ensemble de « meilleures pratiques » qui n'exploitent pas les travailleurs et empêchent la production dans de mauvaises conditions de travail. Étant donné que le Royaume-Uni est le plus gros investisseur dans ce pays, ce rapport soutenait que les sociétés britanniques pourraient jouer un rôle plus important que les aides pour sortir des millions de bangladais de la pauvreté. Les consommateurs peuvent également encourager des transactions plus saines en adoptant eux-mêmes un comportement éthique. Un sixième domaine est celui du commerce. Le commerce joue un rôle extrêmement important au niveau de l'épanouissement humain et pourtant, son

aptitude à aggraver les inégalités peut également contribuer à empêcher cet épanouissement. À ce propos, les propositions actuelles de l'Organisation mondiale du commerce ne pouvaient permettre d'obtenir des résultats équilibrés en matière de développement lors du récent cycle de négociations. Les pays en développement doivent avoir l'assurance qu'ils peuvent protéger leur secteur agricole des hausses subites des importations qui pourraient dévaster les moyens de subsistance des petits agriculteurs, par exemple grâce à un mécanisme de sauvegarde spécial et à la possibilité d'exclure certains produits sensibles de la libéralisation.

Il faudrait également que les pays à faible revenu puissent tirer profit du cycle de négociations commerciales, notamment en accédant aux marchés des pays développés pour leurs produits agricoles et manufacturés grâce à des mesures leur permettant de lutter contre les barrières non tarifaires et les subventions déloyales, et que les travailleurs bénéficient de permis de travail temporaires dans les pays riches, dans le secteur des services. Les pays développés, le Royaume-Uni y compris, doivent ouvrir leurs marchés aux produits des pays en développement.

Il y a une tension inhérente entre cela et un appel pour des modes de consommation et de production revus à la baisse et plus durables dans les pays développés, desquels les pays en développement pourraient devenir de plus en plus dépendants. Cela ne signifie pas nécessairement que les pays en développement ne peuvent tirer profit des marchés d'exportation, mais cela devrait s'accompagner d'un plus grand investissement pour faire fonctionner les marchés nationaux et régionaux des pays en développement, notamment en s'attaquant au problème du manque de demande effective (dû aux niveaux de pauvreté) et de la faiblesse des institutions.

De manière globale, cette vision de l'épanouissement humain souligne l'importance de traiter l'ensemble de la personne comme une fin dans toutes les décisions économiques ; d'appuyer les activités économiques des plus pauvres ; d'investir au niveau de leurs atouts physiques, sociaux et éducatifs ; de promouvoir une bonne marche des affaires ; et de réguler les échanges commerciaux de manière à ce qu'ils favorisent la capacité de tous, et en particulier des plus pauvres du monde, à contribuer au bien commun. Manifestement, cela ne constitue pas un plan directeur pour une économie favorisant l'épanouissement humain, puisque que nous parlons ici d'aide internationale et de développement, mais cela nous oriente dans la bonne direction et met en évidence la manière dont il est possible d'adopter une telle approche économique.

quelles pourraient être les implications en termes environnementaux ?

Une approche de l'épanouissement humain peut essentiellement influencer les politiques environnementales par une bonne intendance des ressources, c'est-à-dire une gouvernance responsable des biens environnementaux communs. La « tragédie des biens communs » est une préoccupation environnementale de longue date : des individus (« passagers clandestins ») surexploitent des ressources détenues en commun et ce libre accès pour tous se termine mal, allant jusqu'à causer la ruine de tous, et tout le monde est perdant. L'exemple souvent donné dans les manuels à ce sujet est celui du surpâturage des champs de fourrage par les éleveurs ; mais en réalité, les tragédies des biens communs les plus graves et les plus frappantes sont

les conséquences *actuelles* de l'utilisation peu prévoyante des ressources naturelles à très grande échelle, à la fois de la part des planificateurs gouvernementaux (comme par exemple la destruction de la mer d'Aral sous l'ère soviétique), ou de la part des acteurs privés (comme la surpêche pratiquée par les chalutiers industriels). Le dérèglement climatique est, en réalité, une tragédie des biens communs à l'échelle maximale, où une ressource naturelle partagée a été surexploitée par une portion limitée de la population mondiale, privant ainsi le reste de la population mondiale de certaines ressources, et les chargeant également du fardeau du coût et des conséquences d'une consommation non viable.

Comment s'attaquer à ce problème, voilà l'éternel débat. Bien que de nombreuses tragédies des biens communs aient eu lieu à travers l'histoire, de nombreux mécanismes locaux et régionaux de gestion des ressources ont également été mis en œuvre pour éviter de nouvelles tragédies, et se sont révélés durables, équitables et ingénieux. La lauréate du prix Nobel d'économie 2009, Elinor Ostrom, a fait état d'un grand nombre de ces systèmes de gestion communautaires des ressources communes, dans de nombreux pays. En effet, il s'agit d'alliances qui traduisent une compréhension locale éprouvée, testée et soumise à de nombreuses modifications de ce que représente une utilisation judicieuse et équitable des ressources essentielles et de ce qui permet de maintenir le « potentiel écologique » qui sous-tend l'épanouissement humain. Il s'avère que ces systèmes fonctionnent sur la base d'un ensemble de règles, régissant des valeurs fondamentales et des modèles de coopération et d'utilisation équitable, dont l'efficacité ne se limite pas à certains lieux spécifiques et qui peuvent s'appliquer aujourd'hui aux divers problèmes d'utilisation non durable des ressources.

Le dérèglement climatique est une tragédie des biens communs à l'échelle maximale.

Ostrom met en évidence huit principes clés et divers éléments de conception caractéristiques d'une gestion durable des ressources communes. Tout d'abord, il faut des **limites clairement définies**, à la fois pour le système à réglementer et pour les individus concernés ; deuxièmement, des **règles locales appropriées** qui soient pertinentes par rapport aux écosystèmes et aux sociétés qui y vivent ; troisièmement, un **accord collectif** puisque la gestion durable des ressources communes dépend de l'obtention et du maintien de la coopération et d'un consensus ; quatrièmement, un **dispositif de surveillance**, c'est-à-dire des processus clairs de responsabilité et de vérification empêchant le « paradoxe du passager clandestin » ; cinquièmement, des **sanctions graduelles**, où les violations des règles du système coopératif ne sont pas sanctionnées de façon immédiate avec une rigueur maximum, mais où les infractions répétées font l'objet de pénalités croissantes ; sixièmement, des **mécanismes de résolution des conflits**, tels que des moyens de rétablir le consensus et de gérer les conflits d'intérêt ou d'interprétation sans coercition ; septièmement, le **droit à l'auto organisation**, les individus faisant fonctionner un système de gestion des ressources communes ayant besoin de pouvoir s'organiser de manière autonome, c.-à-d. de ne pas faire l'objet d'immixtions arbitraires de la part d'une juridiction supérieure ; et enfin, des **entreprises imbriquées**, où un bien commun qui couvrirait plusieurs échelles et frontières doit être géré par une hiérarchie de réseaux où tous respectent l'ensemble de la conception et des objectifs du système de gestion.

La manière précise dont ces principes seront adoptés lors de la gestion des ressources communes doit faire l'objet de négociations ; toutefois on se doit de les adopter pour servir le bien commun, lorsque l'on cherche à régir les biens communs indispensables à l'épanouissement humain.

Une deuxième tâche essentielle est la nécessité de valoriser les biens environnementaux pour ce qu'ils sont. Cela peut se faire de diverses manières. L'une d'entre elles serait d'intégrer le coût des dommages environnementaux aux prix pratiqués, à savoir, d'inclure le coût de la pollution au prix des marchandises vendues, au lieu de le répercuter sur l'environnement, les communautés locales ou les gouvernements, qui doivent réparer les dégâts. Bien que cela puisse entraîner un risque d'instrumentalisation du monde naturel, mentalité qu'il faut combattre, le fait de ne pas reconnaître, d'une manière ou d'une autre, la valeur des ressources environnementales, équivaut pratiquement à les détruire.

Une des solutions adoptées a été celle des systèmes d'échange de quotas d'émission qui existent déjà dans divers contextes, à l'échelle nationale et internationale. En théorie, ces systèmes plafonnent les émissions puis permettent aux diverses parties d'échanger leurs quotas d'émission, de manière à incorporer le coût des émissions à l'échange. Toutefois, bien que ces systèmes d'échange des crédits carbone semblent être un moyen de s'attaquer aux émissions, cela n'a pas réellement été le cas. À ce jour, le marché du carbone n'a pas réussi à réduire les émissions de façon suffisante, que ce soit dans le Nord ou le Sud. Les marchés carbone encouragent certains acteurs à exporter leurs réductions d'émissions pour atteindre les objectifs à moindre coût, mais tolèrent un statu quo sur les taux d'émissions dans les pays riches. Étant donné que globalement, tous les pays doivent se développer de manière durable sur le plan environnemental, exporter les émissions par ce système d'échange ne permet pas d'évoluer vers un autre modèle de développement.

Les pays développés doivent reconnaître leurs responsabilités et amorcer une transition vers une économie à faible émission de carbone, qui entraînerait une forte réduction des émissions à l'intérieur de leurs propres frontières. Dans le même temps, ils doivent fournir les finances, la technologie et le renforcement des capacités qui aideront les pays en développement à mettre en œuvre des solutions de réduction des émissions et à s'adapter au changement climatique. Les analyses indiquent qu'il sera indispensable de fournir aux communautés pauvres d'importantes ressources, autour des 200 milliards de dollars par an d'ici 2020, pour leur adaptation au changement climatique, l'atténuation de ses effets et un développement à faibles émissions de carbone. Cette échelle d'action exige de parvenir à un accord juste, ambitieux et contraignant sur le changement climatique, chose qui a échappé à nos dirigeants internationaux à Copenhague en 2009. Tout accord mondial de réduction des émissions doit être équitable pour les pays pauvres et tenir compte des responsabilités et des capacités d'action plus importantes qu'ont les pays développés.

Il est indispensable que les émissions mondiales de gaz à effet de serre atteignent leur point culminant d'ici 2015. Y parvenir, tout en assurant un accès à des services énergétiques abordables pour tous et en opérant une transition vers des systèmes d'énergie renouvelable, sera une tâche immense. La politique doit également être axée sur le changement climatique et la sécurité énergétique pour les plus démunis vivant dans les pays riches et dans les pays en développement. Avec deux milliards d'individus n'ayant pas encore accès à des services énergétiques, le défi est considérable.

De la même façon, il faut augmenter la capacité de négociation des pays du Sud. En raison des inégalités de richesse et de pouvoir, les pays les plus pauvres n'ont manifestement pas voix au chapitre et ne sont pas suffisamment représentés lors des négociations internationales sur le changement climatique (ni, en fait, au niveau des politiques commerciales ou de la gouvernance internationale en général, comme nous le verrons plus loin). Favoriser l'épanouissement humain de tous implique d'être capable de négocier pour obtenir des ressources supplémentaires, lesquelles permettraient aux pays en développement d'être représentés et soutenus au même titre que les pays de l'OCDE.

Ces deux facteurs (gérer les biens environnementaux communs de manière à les respecter et les protéger, et reconnaître la valeur des biens environnementaux pour l'épanouissement humain) sont essentiels à l'aspect environnemental de la vision chrétienne de l'épanouissement humain. Deux autres pistes, bien qu'un peu plus visionnaires, valent la peine d'être mentionnées. L'une d'elles consiste à organiser les réunions de décideurs dans des lieux qui favoriseraient l'empathie, un sentiment d'urgence, l'apprentissage et l'humilité ; en d'autres termes, dans les endroits et au sein des populations qui sont en train d'être détruits par le modèle actuel de croissance. L'élaboration des politiques environnementales se fait toujours dans un bâtiment urbain, sans aucun lien visible avec le monde naturel, au sein d'une grande ville moderne, avec toutes les commodités technologiques souhaitées. Si l'on veut que les décideurs politiques prennent pleinement conscience de la valeur de notre environnement commun et de l'impact des politiques environnementales (ou de leur absence) sur les individus et sur les localités, ils doivent s'éloigner de leur environnement habituel et faire l'expérience de la réalité. Si l'on prend cette idée au sérieux, les sommets mondiaux ne devraient plus avoir lieu dans les confortables locaux urbains de l'Occident, mais dans les régions les plus défavorisées et menacées du monde, sous réserve que la sécurité des participants puisse être assurée. Ainsi, le développement non durable et les risques écologiques que nous courons pourraient être observés de près et pris à titre personnel par les délégués, ce qui leur permettrait d'identifier des solutions potentielles en matière de développement et d'action. Ce n'est pas ainsi que se déroulent habituellement les débats politiques, mais une idée de ce genre pourrait être déterminante pour réussir cette transformation des cœurs, des mentalités et des valeurs au service de l'épanouissement humain.

Une dernière suggestion, tout aussi ambitieuse, est celle du lancement immédiat d'un mouvement Jubilé 2050. Dans l'Ancien Testament, le jubilé était une fête célébrée tous les cinquante ans, et bien que plusieurs cycles politiques nous séparent encore de 2050, il est impératif de maintenir et de poursuivre une perspective à long terme en ce qui concerne les questions environnementales. Ce mouvement Jubilé 2050 engloberait plusieurs idées, notamment une nouvelle campagne pour un programme d'allègement et d'annulation de la dette, basé sur un échange entre la « dette écologique » accumulée par l'Occident et le passif des pays en développement. Ceci permettrait d'obtenir de la part des pays en développement une garantie d'investissement dans des programmes de transition énergétique à faible émission de carbone et en matière de protection des habitats et des espèces (comprenant une meilleure rémunération des populations locales pour assurer la gestion de ces lieux et êtres vivants).

Ces idées (déplacer les réunions au sommet et un Jubilé 2050) sont des objectifs de plus faible ampleur, mais plus ambitieux que les vastes objectifs, tout aussi réalisables, consistant à reconnaître la véritable valeur des biens environnementaux et à gérer les biens environnementaux communs de manière à les respecter et les protéger. Quoique l'on fasse de ces quatre idées, voici l'essentiel

ÉTUDE DE CAS // Inde

L'Evangelical Fellowship of India Commission on Relief (Comité humanitaire de l'Alliance Évangélique de l'Inde – EFICOR) est une organisation nationale chrétienne de secours et de développement qui œuvre en Inde. Dino Thouthang, son directeur exécutif, explique :

Lorsque nous nous rendons dans un village pour forer un puits d'eau, nous menons deux enquêtes. Nous menons une enquête socio-économique pour savoir où vivent les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées, les bannis ou dalits. Puis nous procédons à une étude physique, pour savoir où se trouve l'eau. Si les résultats indiquent une source d'eau à l'endroit où vivent des dalits, nous y forons un puits. Cela signifie que les femmes des castes supérieures devront venir dans cette communauté pour puiser de l'eau. Si nous réalisons le forage dans un quartier habité par les castes supérieures, les habitants le clôtureraient et empêcheraient les plus pauvres d'y accéder. C'est un outil puissant. Au début, ces femmes sont plutôt mécontentes, mais elles finissent souvent par se rendre compte qu'elles doivent oublier leurs préjugés.

à retenir : pour que l'être humain s'épanouisse pleinement, des efforts bien plus conséquents (en termes de temps, d'énergie et de moyens financiers) s'imposent en vue de reconnaître et de respecter la valeur du don de la création.

Quelles pourraient être les implications en termes de gouvernance ?

La vision de l'épanouissement humain nous oriente vers un concept de gouvernance où le pouvoir doit être exercé pour le bien de tous et non uniquement pour ceux qui le détiennent, notamment pour permettre à tous de participer de manière significative au bien commun. Cela implique de permettre aux individus de pouvoir contrôler leur propre destin, au moyen de politiques d'aide et de développement responsables, généreuses et caractérisées par un engagement à long terme. Une gouvernance favorisant l'épanouissement humain est une gouvernance qui s'efforce de garantir une large participation ; de servir le bien commun, en mettant l'accent sur la réactivité, la transparence, la responsabilité et la subsidiarité ; et de promouvoir la justice sociale, en prêtant une attention particulière aux personnes les plus exclues de la société.

Cela fournit à nouveau plusieurs pistes : premièrement, il s'agit de renforcer les partenariats entre les pays développés et les pays en développement. Pour que l'aide soit efficace et qu'elle serve véritablement à l'épanouissement humain de ceux à qui elle est destinée, elle doit être basée sur une approche de partenariat qui vise la parité des relations de pouvoir entre gouvernements bénéficiaires et donateurs, et garantir une forme de responsabilité de ces gouvernements vis-à-vis de leur population.

La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005) mettait en évidence divers principes fondamentaux de l'efficacité de l'aide, qui s'inscriraient dans ce type d'approche du partenariat : l'appropriation de la part des gouvernements bénéficiaires, l'alignement de l'aide des donateurs sur les stratégies des pays en développement, et une redevabilité mutuelle.⁵ Une telle approche du partenariat n'implique pas que les gouvernements donateurs ne doivent pas avoir d'opinion ou de politiques sur les questions de gouvernance dans les pays en développement. Cela implique néanmoins d'affecter les financements au soutien des programmes nationaux de développement qui permettent aux pays en développement de décider de leurs propres programmes et stratégies. Une solution efficace est que les donateurs soutiennent directement le budget du gouvernement du pays concerné, plutôt que tout un ensemble de projets de plus petite envergure aux mécanismes de redevabilité distincts, susceptibles de surcharger les systèmes d'information financiers du gouvernement bénéficiaire.

Les recherches ont montré que ce type d'appui budgétaire a permis, par exemple, à bien plus d'enfants de se rendre à l'école et à un plus grand nombre de personnes d'accéder aux services de santé. Au Rwanda, cette solution a aidé le gouvernement à augmenter ses dépenses en matière de santé ; l'utilisation des services de santé a ainsi pratiquement doublé. Associé à un renforcement des capacités et à un soutien institutionnel, cela a également contribué à augmenter la redevabilité et la transparence du gouvernement vis-à-vis des donateurs, mais aussi de son propre peuple.⁶

Ces efforts en matière de responsabilisation seront d'autant plus efficaces s'ils sont appuyés par les donateurs et la société civile. Les efforts déployés pour améliorer la transparence de l'aide et soutenir la société civile afin qu'elle oblige son gouvernement à rendre des comptes pourraient permettre de garantir une bonne utilisation de l'aide, tout en renforçant la relation entre le gouvernement et la population.

Une proportion très faible de l'aide est actuellement dispensée de cette façon (5 à 10 % à l'échelle mondiale), bien que le DFID s'en sorte plutôt bien avec 27 % du total de son aide bilatérale et 39 % de son aide bilatérale à l'Afrique sub-saharienne dispensée de cette façon en 2008-2009.⁷ Une plus grande proportion du programme d'aide bilatérale du DFID doit être consacrée à cette approche de partenariat à long terme basée sur l'appui budgétaire et les plans de développement nationaux. Parallèlement à cet appui budgétaire, le financement des initiatives de responsabilisation doit être augmenté, en particulier celles initiées par les groupes de la société civile, plutôt que par des acteurs extérieurs, en vue d'assurer l'utilisation efficace de ces fonds.

Une des objections à ce type d'appui budgétaire est que les gouvernements des pays en développement peuvent vouloir servir leurs propres intérêts et se tenir à distance des plus démunis, ce qui réduit considérablement l'efficacité d'un tel appui. On constate une tendance récente qui répond à cela : la multiplication des programmes de transferts de fonds qui fournissent directement des ressources aux personnes pauvres. Ces initiatives ont été lancées par un certain nombre de gouvernements nationaux, dont le Brésil, le Mexique, le Nicaragua, l'Afrique du Sud et la Namibie, avec grand succès. Si les gouvernements des pays en développement et les agences internationales de développement en font de même et entreprennent de placer les ressources directement dans les mains des plus démunis, en particulier dans les États les plus fragiles, cela permet de contourner le problème d'appui budgétaire là où il n'y a pas réellement

de gouvernement national, mais aussi d'éviter le paternalisme de certaines institutions qui conçoivent des « programmes » qu'elles imposent aux populations pauvres.⁸

Le court-termisme sape les relations et la confiance indispensables à l'épanouissement humain, que ce soit au niveau individuel, communautaire ou national. Des engagements à long terme entre le Royaume-Uni et d'autres pays sont nécessaires pour établir la confiance et superviser le déploiement de l'aide ainsi que l'efficacité des politiques de développement. Ces partenariats doivent transcender l'aide et inclure bien d'autres initiatives ayant une incidence directe et indirecte sur l'épanouissement humain, surtout sur celui des populations les plus pauvres au monde. Il est important que des partenariats soient établis dans le domaine du commerce et des investissements, et qu'ils soient plus égalitaires que ce qui est actuellement le cas. Les efforts concertés permettant de lutter de manière équitable contre le changement climatique font également partie de cette approche de partenariat, tout comme une politique étrangère éthique.

Les décideurs politiques devraient se rendre dans des zones rurales ou des zones urbaines marginales où les statistiques ont un visage et où ils seront au contact de personnes réelles, dont les luttes sont quotidiennes.

Les partenariats et l'engagement à long terme doivent être associés à un second facteur, semblable à celui déjà mentionné, à savoir, un processus d'élaboration de politiques plus relationnel, qui implique un véritable engagement dans tous les secteurs de la société. Cela comprend une « immersion » permettant aux décideurs politiques de réellement faire l'expérience de la situation à atténuer. Même si c'est difficile, et d'autant plus si ça l'est, les décideurs politiques devraient se rendre dans des zones rurales ou des zones urbaines marginales où les statistiques ont un visage et où ils seront au contact de personnes réelles, dont les luttes sont quotidiennes.

À ce sujet, il y aurait quelque chose à apprendre de l'initiative d'immersion « Reality Check », lancée par l'ambassade de Suède au Bangladesh. En 2007, celle-ci a engagé une étude longitudinale de cinq ans ayant pour but « d'écouter, d'essayer de comprendre et de faire connaître la réalité des personnes pauvres ». Une équipe devait passer un minimum de quatre nuits et cinq jours avec un ménage vivant dans la pauvreté, afin de passer du temps avec cette famille pour écouter ces voix généralement exclues, telles que celle des personnes âgées, des plus jeunes ou des personnes handicapées.⁹ Une telle « immersion » est importante pour l'humanisation des statistiques, car elle permet de prouver que la question de l'épanouissement humain n'est pas théorique mais bien réelle, et de souligner la responsabilité que nous avons les uns envers les autres.

Ce point est lui-même lié à un troisième point : la nécessité d'élargir notre compréhension du retour sur investissement pour les programmes et projets de développement et l'orientation des politiques vers les personnes les plus vulnérables. Le fait de se focaliser sur le rendement économique peut avoir des conséquences indésirables pour les populations les plus pauvres et les plus isolées, car elles n'offrent pas nécessairement les meilleurs rapports qualité-prix ou le meilleur retour sur investissement, quel que soit ce dernier. Les programmes d'alphabétisation ou d'éducation à la santé dispensés aux populations rurales en plusieurs langues entraînent souvent des frais supplémentaires, liés par exemple au personnel, au transport et à la communication, tout comme l'intégration des zones rurales dans le système économique local et national, par le développement de marchés locaux, de conseils techniques ou d'une aide permettant aux

agriculteurs de se regrouper en associations. La participation au processus politique local présente des difficultés particulières dans les zones rurales et dans les zones urbaines marginalisées.

Toutefois, ces programmes sont essentiels, non seulement pour la cohésion de la communauté mais bien souvent pour la survie même des communautés rurales. La rentabilité *économique* des programmes ou des politiques visant à servir ces causes et ces communautés est parfois relativement faible par rapport aux sommes investies, mais leur impact sur la vie des individus est significatif en ce qui concerne l'amélioration de leur niveau de vie de base, la lutte contre les maladies évitables, les solutions aux problèmes d'isolement ou l'intégration à une économie à plus grande échelle. Ces programmes ou politiques ne doivent donc pas seulement être évalués par rapport au nombre total de personnes bénéficiaires ou au taux de rentabilité économique, mais en termes de contribution à la justice sociale, élément clé d'une gouvernance favorisant l'épanouissement humain.

ÉTUDE DE CAS // Cambodge

Le Projet de soutien aux conseils communaux (Commune Council Support Project – CCSP) au Cambodge contribue à renforcer la responsabilité des autorités locales envers la population, en se concentrant sur l'établissement de relations constructives plutôt que sur les conflits. À cette fin, le CCSP a mis au point un modèle de rapport, le Citizen's Rating Report (CRR), permettant à la population locale de donner son avis sur les services locaux et d'identifier les changements nécessaires. Le CRR demande aux habitants d'évaluer leur satisfaction à l'égard des services gouvernementaux et leur accès à ces derniers, comme par exemple l'approvisionnement en eau ou l'éducation. Ces rapports sont ensuite présentés aux fonctionnaires locaux et utilisés comme point de départ pour les discussions au sujet de l'amélioration des services. Ils sont également recueillis dans les différentes provinces et présentés au niveau national afin que l'ensemble du gouvernement sache de quelle façon les services sont perçus sur le terrain par la population locale. Ce rapport CRR est rempli chaque année dans le but de permettre aux habitants d'établir un dialogue avec leurs fournisseurs de service.

Un quatrième moyen d'action permettant d'orienter les politiques de gouvernance dans le sens de cette vision chrétienne de l'épanouissement humain serait de faire participer les organisations de la société civile à la gouvernance et de renforcer leurs capacités dans ce domaine. Les OSC peuvent servir de pont entre les autorités locales ou nationales et les populations les plus vulnérables, en aidant ces dernières à s'organiser et en veillant à ce qu'elles participent à l'élaboration des politiques et aux programmes gouvernementaux. On peut citer pour exemple le rôle du Pastoralist Forum Ethiopia (PFE), un consortium local qui, lors des consultations nationales, expose les difficultés des groupements pastoraux dont le mode de vie et les moyens de subsistance sont habituellement rarement pris en compte dans les propositions politiques.¹⁰ Avant la première édition du Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), le pastoralisme n'était pas pris en compte dans les questions abordées. Le PFE a consulté les groupements pastoraux

de toutes les régions, ainsi que leurs partenaires, et a fait valoir leur point de vue et leurs besoins spécifiques lors du processus DSRP, ce qui a donné lieu à un chapitre sur le pastoralisme dans le document final lors de la première et de la seconde phase du DSRP en Éthiopie.

De même, dans les situations de conflit, les organisations de la société civile peuvent souvent jouer le rôle de médiateurs et de bâtisseurs de la paix, là où d'autres organisations ne peuvent intervenir.

Le Nouveau Conseil des Églises du Soudan, par exemple, a joué un rôle important de médiateur entre les factions opposées de l'Armée populaire de libération du Soudan à la fin des années 1990, grâce à ses relations étroites qui dépassaient la frontière ethnique qui divisait les gens.¹¹ Puisque l'épanouissement humain met en avant le fait que les individus doivent pouvoir être en position d'exercer leur créativité et leur productivité, et ainsi avoir un réel contrôle sur l'orientation de leur vie, l'intégration des OSC aux structures et aux processus de gouvernance est d'une importance capitale. Les OSC ont également un rôle stratégique à jouer dans la reconstruction d'institutions publiques responsables et démocratiques qui seront ainsi plus en mesure de répondre aux besoins des populations.

Cinquièmement, en ce qui concerne la question de redevabilité et de transparence, l'épanouissement humain mettrait davantage l'accent sur le renforcement de la transparence et de la responsabilité du secteur privé. Cela peut se faire de différentes manières. L'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) a adopté une approche volontaire. Coalition regroupant des gouvernements, des sociétés, des groupes de la société civile, des investisseurs et des organisations internationales, l'ITIE vise à renforcer la gouvernance en améliorant la transparence et la responsabilité dans le secteur des industries extractives. Cela se fait par la divulgation de différents types d'informations financières par les sociétés, comme les taxes, les redevances et autres paiements versés par celles-ci aux gouvernements, et par la divulgation de ce que les gouvernements reçoivent des sociétés pétrolières, gazières et minières. Non seulement cela permet d'améliorer la transparence et de réduire la corruption et la fraude fiscale, mais cela peut contribuer à renforcer la capacité des citoyens des pays en développement à demander aux sociétés et à leur gouvernement de rendre compte de leurs dépenses. Bien que 42 des principaux acteurs industriels et plus de 30 gouvernements se soient engagés auprès de l'ITIE, à ce jour les divulgations sont en réalité parcellaires et varient considérablement d'un pays à l'autre.

Les initiatives volontaires sont donc importantes mais limitées. La divulgation peut encore progresser. Étant donné l'impact qu'ont les entreprises en tant qu'acteurs économiques, le gouvernement du Royaume-Uni devrait s'appuyer sur la loi de 2006 sur les sociétés du Royaume-Uni (2006 UK Companies Act) qui élargit la notion de responsabilité des entreprises et qui exige des sociétés qu'elles « tiennent compte » de questions telles que « l'impact des activités de l'entreprise sur la communauté et sur l'environnement. » Les exigences en matière de rapports doivent être plus strictes pour que les citoyens aient une idée plus précise des coûts sociaux et environnementaux de chaque entreprise.

De même, le Royaume-Uni doit prendre des mesures claires pour contribuer à la lutte contre la fraude et la corruption à l'étranger, lesquelles ont un impact dévastateur sur la pauvreté et l'inégalité dans les pays en développement. Il est estimé que 25 % du PIB des États africains est perdu chaque année à cause de la corruption.¹² La corruption décourage les investissements

étrangers dans les pays en développement, gaspille l'argent public qui pourrait être alloué à des services comme la santé et l'éducation, et empêche une gouvernance efficace. Il est donc essentiel de veiller à ce que les ressources soient suffisantes pour pouvoir appliquer la nouvelle législation anti-corruption (Bribery Act) et poursuivre les entreprises britanniques lorsque leur complicité de corruption à l'étranger a été prouvée. Cela devrait s'accompagner d'une stratégie anti-corruption intergouvernementale qui comprendrait des mesures permettant de garantir que les élites corrompues ne puissent se servir des banques britanniques pour faciliter la circulation de flux d'argent en provenance de pays en développement.¹³ En ce qui concerne la responsabilité du secteur privé et la lutte anti-corruption, l'appui des donateurs aux efforts de réforme institutionnelle dans les pays en développement est vital pour promouvoir une gouvernance favorable à l'épanouissement humain. L'essentiel de ce soutien devrait servir à incorporer les normes relatives aux droits humains aux lois nationales, à renforcer l'expertise et l'indépendance du système juridique en vue d'améliorer l'accès à ses services et de combattre l'impunité, à renforcer la surveillance des entreprises et les institutions responsables de la conformité, et à mettre en place un gouvernement légalement responsable en renforçant la présence de médiateurs et de commissions des droits de la personne.

Enfin, tout comme il est nécessaire d'intégrer la société civile aux processus de prise de décision politique, il est nécessaire de renforcer la transparence, la responsabilité, le contrôle et la démocratisation des processus internationaux de prise de décision. Une des étapes pour les réformes en cours de la gouvernance de la Banque Mondiale serait de s'assurer que les pays développés, en développement et en transition aient le même droit à l'expression et au vote que les autres.¹⁴ Pour le FMI, la première étape serait l'acceptation formelle d'un système à double majorité pour l'adoption des décisions, afin que la majorité soit atteinte sur la base des voix exprimées et du nombre de pays représentés et non uniquement sur la base du nombre de sièges au conseil.¹⁵ Un argument similaire pourrait être évoqué concernant la fixation des sièges de ces institutions. Le Royaume-Uni, en tant que l'un des cinq membres principaux, obtient automatiquement son propre siège au conseil d'administration de la Banque Mondiale et du FMI, tandis que 47 pays africains ont droit à seulement deux sièges. Ce mécanisme de représentation anti-démocratique doit être rectifié.

De même, les citoyens doivent pouvoir demander des comptes à ces institutions et leur exprimer leurs préoccupations. La Banque Mondiale et le FMI doivent également respecter l'Article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies, le droit à l'information, qui implique la divulgation de tous les documents ainsi qu'un mécanisme de requête d'informations. Cela devrait également inclure la publication des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration, et le recours à un vote formel lors des réunions du conseil d'administration, avec la publication des votes.

Il devrait être dans les priorités du Royaume-Uni d'utiliser son pouvoir au sein de ces institutions pour veiller à l'avancement de cette réforme. Faire progresser la réforme du FMI et de la Banque Mondiale pourrait conduire le Royaume-Uni à partager une part du pouvoir officiel dont il jouit actuellement (via la réduction du pourcentage de ses suffrages), mais cela induirait un système plus équitable et participatif de la gouvernance mondiale. Pour cela, le Royaume-Uni doit montrer l'exemple en matière de moralité et se montrer généreux sur la scène diplomatique internationale, en ne considérant pas le pouvoir comme une fin en soi, mais comme devant être distribué équitablement et utilisé pour favoriser l'épanouissement humain.

Cet ensemble d'idées (le renforcement de partenariats avec les pays en développement et le maintien d'engagements à long terme ; l'adoption d'une approche du développement basée sur « l'immersion » ; élargir notre compréhension d'un rendement efficace de l'aide ; le renforcement de la participation de la société civile à la gouvernance ; la régulation du secteur privé ; et l'accent sur le renforcement de la transparence, la responsabilité, le contrôle et la démocratisation des processus de prise de décision au niveau international) n'est pas un plan directeur pour une approche de l'épanouissement humain en matière de gouvernance, pas plus que ne l'étaient les sections précédentes pour les politiques économiques ou environnementales. Tout comme les sections précédentes, ces idées ont plutôt pour but d'indiquer dans quelles directions une compréhension chrétienne de l'épanouissement humain pourrait orienter et remodeler ces secteurs, et de suggérer que des idées, des processus et des structures politiques qui œuvrent dans ce sens existent déjà dans certains endroits.

ÉTUDE DE CAS // Honduras

L'organisation chrétienne non gouvernementale MOPAWI mène des actions en faveur du développement durable dans la région isolée de La Mosquitia au Honduras. Depuis 1985, MOPAWI se bat pour défendre les droits à la propriété foncière et pour le développement durable de la population autochtone, en particulier la gestion durable des forêts et les frontières agricoles.

En 1991, un accord d'exploitation a été signé entre le gouvernement du Honduras et une société américaine, stipulant que cette dernière exploiterait plus d'un million d'hectares de forêt vierge, mettant ainsi en péril le mode de vie de la population des indiens Miskito. MOPAWI a pris fait et cause pour le peuple indigène et l'année suivante, le gouvernement du Honduras a annulé l'accord.

En 1998, le projet de construction d'un barrage hydro-électrique sur la rivière Patuca, au cœur de cette même région, a été rendu public. Cet ouvrage aurait mis un terme aux crues de la rivière, empêchant ainsi le processus de fertilisation du sol et réduisant la production alimentaire. Une fois encore, la communauté s'est mobilisée et MOPAWI a lancé une campagne. En mars 1999, les sociétés concernées se sont retirées du projet de barrage, évoquant le degré d'opposition locale.

chapitre 3 – références

1. Voir <http://www.simpleliving.net> et www.livesimply.org.uk.
2. www.climatejusticefund.org.
3. Rodney Stark, *The Rise of Christianity* (HarperCollins, 1997).
4. *Tax Havens: Releasing the hidden billions for poverty education*, document d'orientation de l'Oxfam Royaume-Uni, 2005. Voir aussi R Palen, R Murphy et Ch Chavagneux, *Tax Havens: How Globalization Really Works* (Cornell University Press, 2009), où il est estimé que 13 trillions de dollars seraient cachés dans des paradis fiscaux, soit le PNB annuel des États-Unis.
5. <http://www.oecd.org/fr/developpement/efficacitedelaide/34579826.pdf>. Cela a ensuite été renforcé en 2008 par le biais du Programme d'action d'Accra.
6. Ibid.
7. DFID (2009), *Department for International Development – Annual Report*, DFID.
8. Voir Institute of Development Studies, *Poverty Insights* (décembre 2009) Numéro 80 (<http://www.eldis.org/go/topics/insights/2009/cash-transfers-to-condition-or-not-to-condition>).
9. Dee Jupp, *Privileging Citizens' Voice over Noise: Reality Checks and its implication in Bangladesh* (INTRAC, 2008).
10. Pastoralist Forum Ethiopia (PFE), un consortium local d'organisations caritatives résidentielles et étrangères, qui œuvre en collaboration avec les pastoralistes et des partenaires au développement durable du pastoralisme en Éthiopie et représente la voix collective de ses membres. Le PFE est un consortium légalement enregistré auprès de l'organisme de réglementation des organismes de bienfaisance et des sociétés (Charities and Societies Agency) en Éthiopie, sous le numéro 1354.
11. Tearfund, *Renforcer la paix dans nos communautés* (2003) : http://tilz.tearfund.org/webdocs/Tilz/Roots/French/Peace-building/PEACE_F.pdf.
12. U4 Centre de ressources anti-corruption, www.u4.no.
13. BOND, Response to the UK draft Foreign Bribery Strategy, septembre 2009.
14. Déclaration des ONG européennes sur la réforme de la gouvernance de la Banque Mondiale, 9 octobre 2008, <http://www.brettonwoodsproject.org/eurowbreform08>.
15. Voir <http://www.brettonwoodsproject.org/ukimreform>, et <http://www.brettonwoodsproject.org/doc/wbimfgov/implementingDM.pdf>.

conclusion

La vision chrétienne de l'épanouissement humain ne plaide pas seulement en faveur d'une réponse politique. Elle souligne le fait que sans une responsabilité morale personnelle, une culture dynamique de volontariat, une générosité financière personnelle, une participation communautaire, une utilisation responsable des ressources naturelles, une éthique des affaires qui promeut un commerce productif et responsable, ainsi qu'un engagement sérieux et réfléchi dans le processus politique, les réponses purement politiques n'auront aucune chance de réussite. Une « simplicité volontaire » est essentielle à ce processus, tout comme le rôle indispensable de ces « communautés à l'opiniâtreté invincible » qui sont déterminées à vivre pleinement leur idée de l'épanouissement humain, malgré les pressions culturelles inverses, modifiant ainsi les termes du débat public.

La vision chrétienne de l'épanouissement humain appelle à un engagement personnel et communautaire autant qu'à une action politique, en insistant sur le fait que les églises doivent également jouer un rôle actif en la matière.

Toutefois, les individus et les groupes de la société civile ne peuvent faire tout le nécessaire à eux seuls, et peu nombreux sont ceux qui parviendront à faire tout ce qui est en leur pouvoir si les structures politiques et économiques nuisent à leurs initiatives. *Une vie de plénitude* fait valoir que toute politique est une affaire morale et que les répercussions *politiques* de la vision chrétienne de l'épanouissement humain sont conséquentes. La politique ne peut apporter l'épanouissement humain, mais elle peut certainement faciliter les efforts des individus, des familles, des entreprises, des communautés et des organisations de la société civile dans ce sens.

À ce propos, et pour revenir à un thème mentionné précédemment, nous croyons que le changement politique le plus important, à la lumière de cette conception de l'épanouissement humain, est de modifier notre façon d'envisager le progrès et par conséquent, de le mesurer.

Le produit intérieur brut, ou PIB, est l'indicateur principal utilisé pour mesurer la « croissance » d'un pays et pour estimer le progrès. Il permet d'indiquer si l'économie d'un pays est « saine » et, comme l'a fait remarquer Michael Sandel lors des conférences de Reith de 2009, puisque nous sommes progressivement passés d'une situation où nous étions « dotés d'une économie de marché » à une autre où nous « sommes une société de marché », le fait d'avoir une « économie saine » est souvent l'indicateur utilisé pour juger de la santé d'une société.

Pourtant, en réalité, le PIB est une mesure inadéquate, car il s'agit essentiellement d'un indicateur d'activité dans un des domaines de l'existence. Dans une seule mesure, il englobe non seulement

les activités qui sont véritablement des signes de bien-être (notre créativité et notre productivité) mais aussi des activités qui nous sont néfastes (p. ex. fumer), ou qui sont rendues nécessaires par ces nuisances (p. ex. certains frais de santé), ou des activités qui reflètent des maux sociaux plus généraux (p. ex. divorce, verrous, alarmes anti-intrusion, etc.). De manière tout aussi importante, cet indicateur ne prend pas en compte les services environnementaux et sociaux qui rendent cette activité économique possible. Les évacuateurs et les services écologiques sont soit sous-évalués, soit totalement ignorés, et la masse de travail familial, communautaire et bénévole sans lequel aucune société ne pourrait prospérer (que l'on appelle « économie sociale et solidaire ») est complètement ignorée.

De nombreux aspects du PIB sont utiles et importants. En tant que mesure de la *productivité* humaine, il est sensible à l'un des principaux aspects de l'épanouissement humain. Mais le considérer comme l'indicateur maître du progrès humain est inexact et, à terme, préjudiciable. De même, si nous considérons le PIB comme le principal indicateur du développement réel, nous ne mesurons pas les bonnes données et nous transférons dans les pays en développement le type même de mentalité qui s'est révélé inadéquat, voire néfaste, dans les pays développés. Cela ne fera que perpétuer la compréhension restreinte et insuffisante de ce que signifie bien vivre, à l'origine d'un si grand nombre de nos problèmes actuels, comme le soutient ce rapport.

Toute vision de l'épanouissement humain visant à inspirer les fondements moraux de notre activité politique et économique doit reconnaître ces faits et définir de nouveaux systèmes nationaux de comptabilité qui prennent en compte les nombreuses dimensions de l'épanouissement humain ignorés par le PIB. Étant donné que nous mesurons ce que nous estimons être important, ce que nous mesurons est d'importance, et si nous cherchons à alimenter les initiatives politiques et à les façonner pour le bien de tous, nous devons impérativement mesurer des éléments qui reflètent une bonne compréhension de l'épanouissement humain et qui y contribuent.

Ces dernières années, plusieurs suggestions ont été émises pour remplacer ou compléter le PIB, dont certaines ont été portées à l'attention générale. En 2007, le Président français Nicolas Sarkozy a nommé une Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, qui a rassemblé d'éminents experts en la matière pour se pencher sur la question. La commission a conclu qu'il était indispensable de « déplacer le centre de gravité de notre appareil statistique d'un système de mesure privilégiant la production à un système orienté sur la mesure du bien-être des générations actuelles et à venir, aux fins d'aboutir à des mesures plus pertinentes du progrès social ».¹ Le rapport produit s'articulait autour de trois axes : la mesure du PIB, la qualité de vie et l'environnement, et a été validé par le gouvernement français en 2009. Aucune mesure de ce genre n'a reçu la même attention au Royaume-Uni, bien que les propositions aient été nombreuses, telles que l'Indice de bonheur planétaire, l'Indice de bien-être durable et l'Indice planète vivante.

À ce jour, l'indicateur ayant remporté le plus de succès est l'Indice de développement humain (IDH), mis au point par le Programme des Nations Unies pour le développement. Cette mesure prend en compte le fait que le développement n'est pas qu'une question de croissance matérielle mais aussi « un processus d'élargissement des libertés réelles des personnes – les capacités qui ont une valeur pour eux – et d'autonomisation des personnes en tant qu'agents actifs d'un développement équitable sur une planète partagée. »²

Il est donc manifeste que le travail dans ce domaine n'a pas manqué et qu'il est inutile de « réinventer la roue », en repartant à zéro ou en essayant de mettre au point une mesure du progrès qui traduira parfaitement la vision de l'épanouissement humain dans sa totalité. Il existe déjà bien assez d'analyses sur les domaines (emploi, pauvreté, inégalité, éducation, capital social, bénévolat, aide à l'étranger, rejets dans l'environnement, consommation d'énergie, etc.) qui caractérisent (ou non) la créativité, la productivité, la responsabilité et la générosité intrinsèques à l'épanouissement humain. En revanche, il est nécessaire d'attirer l'attention publique sur ce débat et de le déplacer vers la sphère politique pour ne plus se contenter d'une réflexion purement intellectuelle. Nous proposons pour cela que le nouveau gouvernement de coalition nomme une commission ministérielle pour l'épanouissement humain, nommée par le Premier ministre et fortement médiatisée. Celle-ci prendrait une forme identique aux autres commissions, comme la Commission pour l'Afrique de Tony Blair ou la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social demandée par Nicolas Sarkozy. Elle s'appuierait sur la vaste palette de recherches menées dans ce domaine, afin de mettre en évidence le caractère inadéquat des systèmes actuels de mesure des progrès et d'évaluer de nouveaux indicateurs potentiels.

Étant donné que nous mesurons ce que nous estimons être important, ce que nous mesurons est d'importance.

Cette commission indiquerait clairement l'intention du nouveau gouvernement de prendre au sérieux les questions liées à l'épanouissement humain ou au bien-être, sa volonté de les élever au-dessus du champ de bataille des politiques partisanes ordinaires et de lancer un débat national sur les questions suivantes : que signifie « bien vivre » et de quelle manière devrions-nous chercher à structurer notre société ; et, par voie de conséquence, de quelle manière devrions-nous interagir avec d'autres sociétés plus pauvres.

Notre conviction est qu'une telle commission pour l'épanouissement humain doit prendre en compte les diverses dimensions du bien-être qui imprègnent ce rapport. Pour un être humain, vivre pleinement signifie avoir la possibilité d'exercer sa créativité et sa productivité. Cela signifie assumer ses responsabilités vis-à-vis d'autrui de manière à garantir que tous puissent contribuer au bien commun. Cela signifie s'occuper correctement de notre environnement commun, en reconnaissant sa valeur intrinsèque et sans l'exploiter au point de déshériter les générations futures. Cela signifie vivre avec générosité, en trouvant notre épanouissement non pas dans nos possessions mais dans les relations de confiance mutuelle et de générosité que nous cultivons. Nous estimons qu'une commission pour l'épanouissement humain mandatée par le Premier ministre devrait prendre tous ces facteurs en compte.

Il existe déjà des indicateurs précis et réalistes de l'épanouissement humain, mais pour l'instant, une importance insuffisante leur est accordée, en particulier au Royaume-Uni. Une commission spéciale chargée des questions liées à l'épanouissement humain, mandatée par le Premier Ministre, permettrait justement de leur accorder l'attention qu'ils méritent, en sensibilisant à la question générale du bien vivre, et en provoquant un débat national sérieux sur le sujet. En soi, cela ne mettra pas un terme au changement climatique et n'inversera pas la tendance des inégalités dans le monde, mais ce sera un grand pas dans la bonne direction.

Une vie de plénitude fait valoir qu'une vision de l'épanouissement humain basée sur l'idée chrétienne selon laquelle tous les individus sont créés « à l'image de Dieu », si elle est correctement comprise, fournit une vision bien plus solide et fructueuse pour guider les politiques internationales d'aide et de développement. La créativité et la productivité humaines, nos relations et nos responsabilités, notre participation et notre contribution à la société, notre intendance de l'environnement et, le plus crucial, notre générosité, sont autant d'éléments essentiels à l'épanouissement de l'être humain. Nous devons prendre cela en compte dans notre vie personnelle, dans nos efforts communautaires, dans notre réflexion nationale, dans nos politiques et dans la manière dont nous choisissons de mesurer le progrès humain.

conclusion – références

1. Paragraphe 13 du Rapport de la Commission. Vous trouverez ce rapport à l'adresse web suivante : <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr/index.htm>.
2. Sabina Alkire (2010), « Conceptual Overview of Human Development », *Document d'information* pour le Rapport sur le développement humain 2010. La définition originale de 1990 indiquait que le « développement humain est le processus qui élargit l'éventail des possibilités offertes aux individus : vivre longtemps et en bonne santé, être instruit et disposer de ressources permettant un niveau de vie convenable. [...] le processus de développement devrait au moins créer un environnement favorable qui donne aux individus et aux collectivités une chance de réaliser leurs potentialités et de mener une vie créative et productive conformément à leurs besoins et à leurs intérêts. » (Rapport sur le développement humain, p. 9).

Accès libre. Certains droits réservés

Déclaration de politique

Cet ouvrage est édité sous Licence Creative Commons

Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale – Pas de Modification 3.0 non transposé (« Licence »).

Pour visualiser un exemplaire de cette Licence :

- <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/deed.fr>
- ou envoyez un courrier postal à Creative Commons, 543 Howard Street, 5th Floor, San Francisco, California, 94105, États-Unis.



creativecommons.org

En tant qu'éditeur de cet ouvrage, Theos a adopté une politique de libre accès qui permet à quiconque d'avoir un accès gratuit à ce contenu par voie électronique.

Veuillez lire et examiner les modalités et les conditions stipulées dans la Licence, dont vous pouvez obtenir le détail via Internet ou par courrier postal aux adresses ci-dessus.

Les utilisateurs sont autorisés à télécharger, sauvegarder, présenter ou distribuer ce contenu par voie électronique ou par tout autre moyen, y compris dans une traduction en langue étrangère, sans autorisation écrite préalable, conformément aux conditions stipulées dans la Licence. Voici quelques-unes des conditions imposées par la Licence :

- Theos et l'auteur (ou les auteurs) doivent être cités
- l'adresse Internet de Theos (www.theosthinktank.co.uk) doit apparaître de manière visible avec cette déclaration de politique
- le texte doit être intégral et ne pas être modifié (l'utilisation d'extraits dans le cadre d'un usage loyal n'est pas soumis à cette condition)
- le contenu ne peut être revendu, et
- un exemplaire de ce document ou un lien permettant d'accéder au document en ligne doit être envoyé à l'adresse ci-après pour nos archives.

Theos

Licence Department
34 Buckingham Palace Road
London
SW1W 0RE
Royaume-Uni

hello@theosthinktank.co.uk

Si vous souhaitez obtenir l'autorisation d'utiliser ce contenu à d'autres fins que celles stipulées par la Licence, merci de nous contacter.



C O M M O N S D E E D

**Attribution – Pas d’Utilisation Commerciale
– Pas de Modification 3.0 non transposé**

Vous êtes libre de :

- partager – reproduire, distribuer et communiquer l’œuvre

Selon les conditions suivantes :



Attribution – Vous devez attribuer l’œuvre de la manière indiquée par l’auteur de l’œuvre ou le titulaire des droits (mais pas d’une manière qui suggérerait qu’ils vous approuvent, vous ou votre utilisation de l’œuvre).



Pas d’Utilisation Commerciale – Vous n’avez pas le droit d’utiliser cette œuvre à des fins commerciales.



Pas d’œuvres dérivées – Vous n’avez pas le droit de modifier, de transformer ou d’adapter cette œuvre.

- À chaque réutilisation ou distribution de ce contenu, vous devez faire apparaître clairement au public les conditions de cette licence.
- Chacune de ces conditions peut être levée si vous obtenez l’autorisation du titulaire des droits sur ce contenu.

L’usage loyal ainsi que vos autres droits ne sont en aucune manière affectés par les conditions ci-avant.

Une vie de plénitude :

Une nouvelle perspective sur le développement international

Dans les pays en développement, la pauvreté, la maladie et la famine sont une réalité pour des millions de personnes. Dans les pays occidentaux développés, les problèmes sociaux abondent. Aucun de ces contextes ne reflète l'épanouissement humain. Pourquoi se fait-il que tant d'individus soient privés d'une existence propice à l'épanouissement humain ?

Une vie de plénitude attribue la pauvreté matérielle et relationnelle au fait que la croissance économique est couramment considérée comme seul indicateur du progrès. Ce rapport défend une approche holistique qui préconise qu'une société ne se résume pas à sa seule situation économique. L'importance que nous accordons au profit personnel, devenu prioritaire, a entraîné une dévalorisation des relations humaines, et notre perception de l'individu, aujourd'hui en rupture de liens, constitue un sérieux obstacle à notre capacité à bien vivre.

Fruit d'une année de recherches sur l'épanouissement humain, menées par Theos, la CAFOD et Tearfund, *Une vie de plénitude* vise à placer au cœur du débat public la question de la limite des indicateurs classiques du développement, qui jusqu'ici a uniquement fait l'objet d'une réflexion intellectuelle, afin d'en évaluer les conséquences concrètes sur la politique britannique. Bien que les politiques, que ce soit à l'échelle nationale ou internationale, ne puissent rendre les individus plus productifs, créatifs ou davantage portés sur les relations humaines, leur mise en œuvre stratégique peut contribuer à éliminer certains obstacles et à favoriser un changement d'attitude.

Bien que la théorie de l'épanouissement humain exposée ici soit basée sur une vision chrétienne de l'humanité, les recommandations qui en découlent sont accessibles et pertinentes pour tous ceux qui sont préoccupés par notre société de croissance.